

RAPPORT FINANCIER POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2006

T3



Ce rapport contient des déclarations de nature prospective concernant nos marchés, nos résultats financiers à venir, notre stratégie, nos projets, nos buts et nos objectifs. Les déclarations prospectives commencent le plus souvent par des verbes comme *croire, compter que, s'attendre à, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Ces déclarations sont fondées sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourront être sensiblement différents en raison des risques et des incertitudes que notre activité comporte, ou en raison d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date de rédaction du rapport, en particulier les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2006. Nous ne faisons aucune mise à jour ou rectification de nos déclarations prospectives, pas même après survenance de faits nouveaux, sauf dans les cas où la réglementation en vigueur l'impose. Nous vous conseillons de ne pas vous fier indûment à ces déclarations prospectives.

01 _ Rapport aux actionnaires	33 _ Notes afférentes aux états financiers consolidés
04 _ Rapport de gestion	
04 _ Faits marquants du troisième trimestre	33 _ Note 1 – Nature des activités et principales conventions comptables
06 _ Introduction	35 _ Note 2 – Acquisitions d'entreprise
07 _ À propos de CAE	36 _ Note 3 – Investissements dans des coentreprises
12 _ Résultats consolidés	37 _ Note 4 – Activités abandonnées et actifs destinés à la vente
17 _ Résultats par secteur	39 _ Note 5 – Intérêts débiteurs, montant net
25 _ État des mouvements de trésorerie et des liquidités consolidés	39 _ Note 6 – Capital-actions
27 _ Situation financière consolidée	40 _ Note 7 – Partage de coûts avec le gouvernement
28 _ Acquisition et coentreprise	41 _ Note 8 – Avantages sociaux futurs
29 _ Changement de méthode comptable	42 _ Note 9 – Renseignements supplémentaires
29 _ Systèmes, procédures et contrôles	42 _ Note 10 – Charge de restructuration
30 _ États financiers consolidés	43 _ Note 11 – Informations sectorielles
30 _ Bilans consolidés	
31 _ États consolidés des résultats	
31 _ États consolidés des bénéfices non répartis	
32 _ États consolidés des flux de trésorerie	

T3

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

CAE publie les résultats financiers de son troisième trimestre clos le 31 décembre 2006. Le bénéfice net est de 29,7 millions \$, soit 0,12 \$ par action, comparativement à 17,4 millions \$, soit 0,07 \$ par action, au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les données financières sont établies en dollars canadiens.

Abstraction faite des éléments non récurrents, le bénéfice net tiré des activités poursuivies est, pour ce trimestre, de 32,0 millions \$, soit 0,13 \$ par action, alors que celui du troisième trimestre de l'exercice précédent a été de 23,5 millions \$, soit 0,09 \$ par action. Le bénéfice net du troisième trimestre s'élève à 29,7 millions \$, en hausse de 71 % sur celui de l'exercice précédent.

Les produits consolidés du trimestre se chiffrent à 331,2 millions \$, ce qui représente 54,6 millions \$ de plus qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Pour le troisième trimestre, le bénéfice consolidé avant intérêts et impôts (BAII) s'élève à 44,2 millions \$, soit 13,3 % des produits. Ce pourcentage, qui est inférieur à celui du deuxième trimestre, est surtout attribuable à la marge d'exploitation supérieure à la norme que le secteur Produits de simulation – Civil a enregistrée au deuxième trimestre et aux coûts de restructuration plus élevés de ce trimestre. Abstraction faite des éléments non récurrents, le BAII est de 47,0 millions \$, soit 14,2 % des produits.

« Nos résultats financiers du troisième trimestre continuent de refléter notre position concurrentielle renouvelée et notre rentabilité améliorée, a déclaré Robert E. Brown, président et chef de la direction de CAE. Des conditions favorables du secteur aérospatial permettent d'envisager différentes avenues de croissance. De notre côté, nous continuons de miser sur nos forces en tant que chef de file dans la fourniture de technologies et de services de formation aux marchés civil et militaire. »

Dans le secteur formation et services civils, CAE a obtenu des nouveaux contrats de formation pour une valeur de plus de 95 millions \$ et a annoncé la conclusion d'une entente avec Embraer en vue de créer une coentreprise de formation mondiale pour la série d'avions Phenom 100 et 300. Il s'agit de notre premier programme de formation pour le marché des avions d'affaires légers et très légers. Depuis la clôture du trimestre, nous avons fait part de notre intention d'ouvrir le premier centre de formation CAE en Inde, à Bangalore.

Durant le trimestre, CAE a remporté 10 commandes de simulateurs de vol (FFS) civils. Deux autres commandes de simulateurs de vol ont été annoncées depuis la clôture du trimestre, ce qui porte à 29 le nombre total de commandes annoncées. L'exercice tire à sa fin et nous anticipons que les commandes de simulateurs atteindront 33 d'ici le 31 mars 2007.

Au troisième trimestre, nous avons obtenu de nouveaux contrats militaires qui portent notamment sur une série de programmes destinés aux forces allemandes, américaines et britanniques, et sur des services de développement techniques en vue de soutenir de nouvelles initiatives visant à assurer la sécurité du territoire au Canada. Ces initiatives englobent des solutions fondées sur la simulation servant à la planification, à l'expérimentation, à la formation et aux répétitions de missions.

FAITS MARQUANTS DU TRIMESTRE PAR SECTEUR

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL (PS/C)

Les produits du secteur PS/M sont de 92,1 millions \$ ce trimestre, en hausse de 46 % sur ceux de la même période de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par le nombre élevé de commandes récentes et par l'acceptation finale par un client de certains simulateurs qui avaient été inscrits comme des contrats de location-vente et dont la méthode de l'avancement des travaux ne pouvait s'appliquer à la constatation des produits.

Le résultat d'exploitation sectoriel est de 15,5 millions \$, en hausse de 50 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à des revenus plus élevés ce trimestre, à de plus grandes synergies et à une contribution d'Investissement Québec au Projet Phœnix, notre programme de recherche et développement.

Les prises de commandes se chiffrent à 106,7 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affichait une valeur de 340,0 millions \$ à la clôture du trimestre.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL (FS/C)

Les produits du secteur FS/C ont augmenté de 6 % par rapport à ceux du dernier trimestre et de 7 % par rapport à ceux de la même période de l'exercice précédent. Cette augmentation par rapport au dernier trimestre est attribuable en partie à la nature saisonnière de nos activités et à l'appréciation de l'euro, de la livre sterling et du dollar américain par rapport au dollar canadien. Elle a toutefois été partiellement atténuée par certaines perturbations imputables à la restructuration et au redéploiement des simulateurs durant le trimestre.

Le résultat d'exploitation sectoriel est de 13,5 millions \$, soit 16,2 % des produits, en hausse de 21 % par rapport aux 11,2 millions \$ (soit 14,3 % des produits) du deuxième trimestre mais en baisse de 4 % par rapport aux 14,1 millions \$ (soit 18,1 % des produits) du troisième trimestre de l'exercice précédent. Alors que le secteur de la formation civile affiche une marge d'exploitation accrue, la marge au troisième trimestre a subi le contrecoup des dépenses pour les travaux d'expansion, de consolidation et de construction à nos centres de formation.

Le résultat d'exploitation sectoriel pour les neuf premiers mois de l'exercice 2007 s'élève à 43,0 millions \$ comparativement à 42,2 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent.

Les prises de commandes se chiffrent à 95,6 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affichait une valeur de 905,6 millions \$ à la clôture du trimestre.

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE (PS/M)

Les produits du secteur PS/M sont de 105,2 millions \$ ce trimestre, en hausse de 27 % sur ceux de la même période de l'exercice précédent. L'activité accrue de certains programmes européens, notamment le programme Eurofighter, ainsi que l'activité soutenue de certains programmes américains et la dépréciation du dollar canadien contre l'euro, la livre sterling et le dollar américain, sont des facteurs qui ont contribué à cette augmentation.

Le résultat d'exploitation sectoriel est de 11,2 millions \$ ce trimestre, en hausse de 81 % sur celui de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par des revenus plus élevés et une meilleure marge d'exploitation, qui a bénéficié des contributions d'Investissement Québec au Projet Phœnix.

Les nouvelles prises de commandes se chiffrent à 59,7 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affichait une valeur de 609,0 millions \$ à la clôture du trimestre. Nous prévoyons connaître certains écarts dans le niveau des prises de commandes d'un trimestre à un autre pour les secteurs militaires, compte tenu de la nature particulière des contrats militaires et du mode d'attribution irrégulier de ces contrats.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE (FS/M)

Les produits du secteur FS/M sont de 50,8 millions \$ ce trimestre, en baisse de 4 % sur ceux du troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable à un ralentissement du niveau d'activité de certains contrats de services de soutien en Amérique du Nord, qui a été partiellement compensé par la dépréciation du dollar canadien par rapport à l'euro, la livre sterling et le dollar américain.

Le résultat d'exploitation sectoriel est de 6,8 millions \$, en baisse de 19 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette diminution est surtout attribuable à la diminution des revenus expliquée ci-dessus et au recouvrement des coûts enregistré au troisième trimestre de l'exercice précédent, à la suite de la négociation des tarifs avec le gouvernement canadien.

Les nouvelles prises de commandes pour ce trimestre se chiffrent à 65,0 millions \$ et le carnet de commandes du secteur affichait une valeur de 857,3 millions \$ à la clôture du trimestre.

L'activité militaire dans son ensemble enregistre ce trimestre des produits de 156,0 millions \$, donnant un résultat d'exploitation de 18,0 millions \$ avec une marge d'exploitation de 11,5 %.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

À la clôture du troisième trimestre, les activités poursuivies ont permis de dégager une trésorerie nette de 78,7 millions \$. Nous avons investi 42,7 millions \$ en dépenses d'immobilisations et reçu 8,5 millions \$ en financement sans recours. Par conséquent, nous avons généré un flux de trésorerie disponible de 35,6 millions \$ au troisième trimestre.

L'endettement net pour ce trimestre est de 187,7 millions \$, en baisse de 6 % par rapport à celui du trimestre dernier.

CAE versera un dividende de 0,01 \$ par action aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 16 mars 2007. Ce dividende sera payable le 30 mars 2007.

AUTRES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Le carnet de commandes consolidé affichait à la clôture de ce trimestre une valeur de 2,712 milliards \$, contre 2,584 milliards \$ à la fin du dernier trimestre. Pour ce trimestre, des prises de commandes de 327,0 millions \$ ont été ajoutées au carnet et ce sont principalement les fluctuations favorables de taux de change qui ont rapporté 132,1 millions \$ supplémentaires. Ces éléments ont été partiellement compensés par des produits de 331,2 millions \$ réalisés à partir des commandes qui étaient en carnet.

Pour le trimestre, les dépenses en immobilisations se chiffrent à 42,7 millions \$ et nous prévoyons effectuer en 2007 un total de dépenses en immobilisations d'environ 170 millions \$. En nous basant sur nos projets de croissance, nous prévoyons effectuer des dépenses en immobilisations sensiblement du même ordre au cours du prochain exercice. La croissance de notre réseau sera financée à partir du flux de trésorerie disponible et de la dette sans recours.

Les impôts sur le bénéfice de ce trimestre se chiffrent à 11,6 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 28 %. Pour l'exercice 2007, nous prévoyons un taux d'imposition effectif légèrement inférieur à 30 % (sans tenir compte de l'effet des éléments non récurrents).

Exclusion faite des éléments non récurrents, le bénéfice par action tiré des activités poursuivies s'établit à 0,13 \$, comparativement à 0,12 \$ au trimestre dernier et à 0,09 \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du troisième trimestre comprenaient une charge non récurrente de 2,3 millions \$ après impôts, qui représente les derniers frais de restructuration et frais apparentés engagés dans le cadre du programme annoncé en février 2005.

DIVERS

Les périodes comparatives précédentes ont fait l'objet d'un ajustement rétroactif pour refléter un changement récent aux principes comptables (CPN-162 : Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition). Les sociétés sont tenues de se conformer à ce changement en vertu des Principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR) pour les états financiers intérimaires des périodes closes le 31 décembre 2006 ou après.

RAPPORT DE GESTION

En date du 8 février 2007 | Pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 décembre 2006

1 | FAITS MARQUANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE

CHIFFRES FINANCIERS

PRODUITS DU TROISIÈME TRIMESTRE EN HAUSSE SUR CEUX DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT ET CEUX D'IL Y A UN AN

- Les produits consolidés se chiffrent à 331,2 millions \$ ce trimestre, en hausse de 50,8 millions \$ sur ceux du trimestre précédent, et de 54,6 millions \$ sur ceux du même trimestre du dernier exercice.
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2007, les produits consolidés sont de 913,4 millions \$, en hausse de 90,5 millions \$, soit 11 %, sur la même période du dernier exercice.

HAUSSE DU BÉNÉFICE D'EXPLOITATION, DU BÉNÉFICE NET ET DU BÉNÉFICE PAR ACTION PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

- Le bénéfice tiré des activités poursuivies est de 29,7 millions \$ (0,12 \$ par action) ce trimestre, en comparaison à 31,3 millions \$ (0,12 \$ par action) au trimestre précédent et à 17,3 millions \$ (0,07 \$ par action) au troisième trimestre du dernier exercice.
- Hors éléments non récurrents¹, les montants sont de 32,0 millions \$ (0,13 \$ par action) pour ce trimestre, de 31,2 millions \$ (0,12 \$ par action) pour le trimestre précédent, et de 23,5 millions \$ (0,09 \$ par action) au troisième trimestre du dernier exercice.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE² POSITIF À 35,6 MILLIONS \$ CE TRIMESTRE

- La trésorerie nette dégagée des activités poursuivies se chiffre à 78,7 millions \$ ce trimestre, en comparaison à 43,6 millions \$ au trimestre précédent et à 90,8 millions \$ au troisième trimestre du dernier exercice.
- Les dépenses en immobilisations se chiffrent à 42,7 millions \$ ce trimestre, en comparaison à 40,9 millions \$ au trimestre précédent et à 45,6 millions \$ au troisième trimestre du dernier exercice.

AUGMENTATION DU CAPITAL UTILISÉ³

- Le fonds de roulement hors trésorerie a diminué de 46,2 millions \$ ce trimestre, pour s'établir à une valeur négative de 62,1 millions \$.
- Le capital utilisé a augmenté de 6 % ce trimestre pour s'établir à 980,6 millions \$.
- La dette nette a diminué de 12,0 millions \$ pour s'établir à 187,7 millions \$.

PRISES DE COMMANDES

- Les prises de commandes se chiffrent à un total de 327,0 millions \$, en comparaison à 421,1 millions \$ au trimestre précédent et à 265,6 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2006.
- Au 31 décembre 2006, le carnet de commande se chiffre à 2 712 millions \$.

NOTES

¹ Mesure hors PCGR (voir Section 4).

² Mesure hors PCGR (voir Section 6).

³ Mesure hors PCGR (voir Section 7).

Secteurs civils

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL : 10 COMMANDES DE SIMULATEURS DE VOL COMPLETS (FFS)

- Un B777 pour Air Canada.
- Deux B777 pour un client dont l'identité demeure confidentielle.
- Deux A320 pour Flight Simulation Company (FSC).
- Deux B737 pour Flight Simulation Company (FSC).
- Un A330/340 pour Jet Airways.
- Un B777 pour Jet Airways.
- Un A320 pour Shanghai Eastern Flight Training.

Le total des commandes enregistrées ce trimestre est de 10 FFS. FedEx a annulé sa commande de deux simulateurs A380 ce trimestre, après avoir annulé sa commande d'avions de ce modèle. Pour les neuf premiers mois, le total des commandes enregistrées par PS/C est de 27. Nous comptons arriver à un total de 33 au 31 mars 2007, date de fin de l'exercice qui n'est plus loin maintenant.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL (FS/C) : PLUS DE 95 MILLIONS \$ DE NOUVEAUX CONTRATS

- De nouvelles affaires se montant à près de 70 millions \$ ont été annoncées ou amorcées au salon National Business Aviation Association (NBAA).
- Depuis la fin du trimestre, nous avons annoncé notre projet d'ouvrir à Bangalore le premier centre de formation CAE en Inde.

Secteurs militaires

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE : COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES DE FORMATION ET DE MISES À NIVEAU

- Un entraîneur de tactique opérationnelle (OTT) de P-3C pour la Marine allemande.
- Un entraîneur aux procédures du poste de pilotage (OPT) de l'hélicoptère UH-145 pour l'Armée de terre américaine.
- La conception et le développement pour l'Armée de terre britannique d'une mise à niveau de ses simulateurs de véhicule de combat d'infanterie (VCI).
- La conception et le développement de mises à niveau pour les simulateurs Tornado de la Force aérienne allemande.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE : OBTENTION D'IMPORTANTES CONTRATS

- Services de soutien à la formation et à la maintenance pour les programmes C-130J, C-130E/H et drone Predator de la US Air Force.
- Renouvellement d'un contrat annuel de services de maintenance sur plusieurs bases militaires allemandes.
- Services de développement technique pour un ensemble de nouveaux projets canadiens en matière de sécurité du territoire.

EXPLOITATION

RESTRUCTURATION

- La réinstallation de huit FFS à Madrid, Dallas et Morristown (NJ) a été effectuée. Il n'en reste plus que deux à réinstaller au Centre de formation du Nord-Est en 2007. Au total, la restructuration aura occasionné le déplacement de 28 FFS, soit près du tiers du parc. Cela crée bien sûr une certaine perturbation au niveau des opérations le temps que les simulateurs retrouvent leur utilisation normale.
- L'agrandissement du centre de formation de Madrid pour le regroupement de nos activités avance bien et devrait être achevé d'ici la fin de l'exercice 2007.

ACQUISITION ET COENTREPRISE

- Acquisition de KESEM International Pty Ltd., une entreprise australienne de modélisation et de simulation, le 22 décembre 2006.
- Concrétisation du centre d'entraînement Emirates-CAE Flight Training Center (ECFT) en coentreprise.

DIVERS

- L'adoption d'une nouvelle méthode de comptabilisation de la charge de rémunération à base d'actions a amené à retraiter les chiffres des mêmes périodes des exercices précédents. Ce changement est requis pour les sociétés présentant leur information financière selon les Principes comptables généralement reconnus (PCGR) canadiens pour leurs états financiers intermédiaires se terminant le ou après le 31 décembre 2006.

2 | INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *cet exercice et 2007* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2007;
- *le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *il y a un an* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2006;
- les montants sont en dollars canadiens.

Ce rapport, en date du 8 février 2007, présente le commentaire et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), les états financiers et les notes qui les complètent pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2006. Nous l'avons rédigé pour aider votre compréhension des activités, des résultats et de la situation financière de la Société au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007. Toute l'information financière y est présentée selon les Principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada.

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers pour le trimestre clos le 31 décembre 2006 et dans les états financiers annuels consolidés que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2006. Le Rapport de gestion pour l'exercice 2006 contient en outre un complément d'information sur :

- notre stratégie et les grandes forces de la Société;
- les risques et les incertitudes inhérents à notre activité;
- l'effet des variations de change;
- les mesures financières hors PCGR;
- nos acquisitions, fusions et désinvestissements;
- nos systèmes, procédures et moyens de contrôle;
- le rôle de supervision du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Ce rapport présente les informations que nous avons jugées importantes pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés à la publication de ces informations. Nous considérons qu'une information est importante :

- si elle provoque, ou risque probablement de provoquer, une variation notable du prix ou de la valeur de marché de nos actions;
- ou si les chances sont fortes qu'un investisseur raisonnable estime cette information importante pour les décisions qu'il a à prendre.

PRÉCISION SUR LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Ce rapport contient des déclarations de nature prospective concernant nos marchés, nos résultats financiers à venir, notre stratégie, nos projets, nos buts et nos objectifs. Les déclarations prospectives commencent le plus souvent par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues.

Ces déclarations sont fondées sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourront être sensiblement différents en raison des risques et des incertitudes que notre activité comporte, ou en raison d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date de rédaction du rapport, en particulier les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2006.

Nous ne faisons aucune mise à jour ou rectification de nos déclarations prospectives, pas même après survenance de faits nouveaux, sauf dans les cas où la réglementation en vigueur l'impose. Nous vous conseillons de ne pas vous fier indûment à ces déclarations prospectives.

3 | À PROPOS DE CAE

3.1 QUI NOUS SOMMES

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous sommes concepteur, constructeur et fournisseur de matériels de simulation, et nous sommes aussi prestataire de services de formation et de services associés. Ces matériels et services comprennent d'une part des solutions intégrées de modélisation, de simulation et de formation destinées aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires, aux constructeurs aéronautiques et aux forces de défense, d'autre part des services de formation que nous assurons aux pilotes et, dans certains cas, aux agents de bord et techniciens de maintenance, dans des centres de formation implantés tout autour du globe.

Nos simulateurs de vol (FFS) recréent le comportement des appareils dans toutes les situations et toutes les conditions ambiantes rencontrées en vol. Leurs systèmes visuels très perfectionnés reproduisent des centaines d'aéroports de tous les pays et toutes les conditions météorologiques possibles. Ajoutant le mouvement et les effets sonores à cette simulation visuelle, les simulateurs plongent les pilotes et les équipages à l'entraînement dans un environnement qui reproduit intégralement les conditions et les sensations du vol réel.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal, s'est valu une excellente réputation et une relation durable avec ses clients grâce à son expérience de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale. Tout près de 5 000 employés travaillent dans ses usines et dans ses centres de formation répartis dans 19 pays. CAE tire près de 90 % de son chiffre d'affaires annuel d'exportations dans le monde entier et d'activités internationales.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées :

- à la Bourse de Toronto sous le symbole CAE;
- à la Bourse de New York sous le symbole CGT;

CAE déclare que tous les dividendes versés à ses actionnaires au cours de l'année 2006 répondent à la définition de « dépenses admissibles » dans la Loi fédérale de l'impôt sur le revenu et dans les lois provinciales analogues.

3.2 NOS ACTIVITÉS

CAE est présente sur deux marchés au niveau mondial :

- Le marché civil, qui comprend les constructeurs aéronautiques, les grandes compagnies aériennes nationales, les compagnies aériennes de transport régional, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères, les centres de formation et les services de dotation des compagnies en pilotes.
- le marché militaire, constitué par les forces de défense de partout dans le monde.

Dans la gestion de nos activités et dans la présentation de nos résultats, nous distinguons quatre secteurs, à savoir un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun des deux marchés. Chacun des secteurs compte pour une part importante de notre chiffre d'affaires.

MARCHÉ CIVIL

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL (PS/C)

Conçoit, réalise et fournit des dispositifs de simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Notre secteur PS/C est le chef de file de la simulation de vol pour l'aviation civile. Nous concevons et réalisons plus de FFS et de systèmes visuels pour les avions des compagnies aériennes nationales et régionales et pour les avions d'affaires que quiconque dans le monde. Nous avons aussi une riche expérience de la réalisation en première mondiale de simulateurs pour de nouveaux types d'avions et d'hélicoptères. Nous proposons en outre une gamme complète de services de soutien comprenant la vente de pièces de rechange, les mises à niveau et les déplacements-réinstallations de simulateurs.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL (FS/C)

Fournit des services de formation et tous les services associés pour l'ensemble des personnels navigants et au sol de l'aviation commerciale et d'affaires

Notre secteur FS/C est le numéro deux mondial des fournisseurs de services de formation à l'aviation civile. Il est présent dans tous les secteurs de ce marché, à savoir : aviation générale, compagnies régionales, compagnies nationales et aviation d'affaires. Nous offrons aussi une gamme complète de services de soutien, tels que gestion de centre de formation, maintenance de simulateurs, gestion des pièces de rechange et des stocks, élaboration de programmes de formation et services de consultation. Nous nous sommes rendus à cette position grâce à des acquisitions, à des coentreprises et à la construction d'installations neuves. Nous avons actuellement 110 FFS répartis à travers 23 centres de formation dans le monde.

TENDANCES DU MARCHÉ ET PERSPECTIVES

Nous demeurons optimistes sur les perspectives du marché civil car nous y observons les tendances suivantes :

- les indices économiques sont positifs;
- les recettes par passager-kilomètre sont en augmentation constante;
- les commandes d'avions sont importantes et les sorties de nouveaux modèles sont nombreuses;
- la demande en pilotes qualifiés est croissante.

Les indices économiques sont positifs

Le PIB et l'augmentation des bénéficiaires des entreprises stimulent le marché de l'aviation d'affaires

L'aviation d'affaires connaît une activité soutenue et croissante du marché de la formation car les flottes d'avions sont actives et de nouveaux opérateurs font leur apparition. Avec le développement des segments des avions d'affaires légers (LJ) et très légers (VLJ), nous comptons voir s'ouvrir dans l'avenir des perspectives en formation et pour d'autres genres de services.

Marchés nouveaux et émergents

Les marchés émergents tels que ceux de l'Asie-Pacifique, du sous-continent indien et du Moyen-Orient connaissent un fort accroissement de leur trafic aérien et une forte croissance de leur économie, en même temps que leur réglementation du transport aérien se libéralise et que naissent des accords bilatéraux dans ce domaine. Nous prévoyons donc que ces marchés seront le moteur de la demande en FFS et en services de formation.

Les recettes par passager-kilomètre sont en augmentation constante

Le trafic aérien augmente à un rythme constant

La croissance, modeste mais soutenue, du trafic voyageurs qui s'est amorcée vers la fin de 2005, devrait, à notre avis, se poursuivre au cours des trois prochaines années à un rythme légèrement supérieur au taux de croissance moyen de 5,2 % observé entre 1995 et 2005. Il faudra pour cela que le prix des carburants n'augmente pas exagérément et qu'aucun événement grave (instabilité politique, acte de terrorisme, etc.) ne vienne secouer le monde.

Les compagnies aériennes à bas tarifs sont en croissance

La croissance soutenue des compagnies aériennes à bas tarifs est un autre important élément dans l'activité du marché de l'aviation civile, qui alimente la demande pour les produits de simulation. En 2005, les 25 plus importantes compagnies à bas tarifs ont augmenté de 23 % leurs recettes par passager-kilomètre. Au cours des six derniers mois, certaines comme Air Asia, easyJet et Ryanair qui sont clientes chez CAE, ont fait part de leur intention d'élargir de façon importante leurs réseaux et de grossir leurs flottes.

L'activité est ralentie sur les marchés établis

Sur les marchés établis comme ceux d'Amérique du Nord et d'Europe, les compagnies aériennes souffrent du prix élevé du carburant et d'une féroce concurrence sur les vols intérieurs. Si leurs investissements demeureront sans doute restreints, on s'attend à ce que certaines compagnies décident tout de même de renouveler leurs flottes plus tôt que prévu pour se doter d'avions plus économiques, afin de réduire leurs coûts d'exploitation et être plus compétitives.

Les commandes d'avions sont importantes et les sorties de nouveaux modèles sont nombreuses

Nouveaux modèles d'avions

Les constructeurs sortent de nouveaux appareils qui vont stimuler au niveau mondial une demande en simulateurs et en formation. Le Boeing 787, l'Embraer 190, l'Embraer Phenom et les VLJ Eclipse en sont de récents exemples.

L'arrivée de nouveaux modèles d'avions va provoquer une demande pour de nouveaux types de simulateurs. Il est dans nos priorités stratégiques de nouer des partenariats avec les constructeurs pour resserrer les liens avec eux de façon à être en position de profiter des nouveaux débouchés qui s'ouvriront.

Nouvelles commandes d'avions

Sur l'année 2006, Boeing a totalisé 1 044 commandes d'avions et Airbus, 824. Ces fortes prévisions de livraisons d'appareils ouvrent des perspectives pour l'ensemble du catalogue des produits et services de CAE. Il faut toutefois se rappeler que les livraisons de nouveaux modèles d'appareils souffrent parfois de retards qui peuvent se répercuter sur CAE.

La demande en pilotes qualifiés est croissante

L'augmentation de la demande est mondiale

La croissance du marché de l'aviation civile engendre une demande en pilotes partout dans le monde, mais provoque en même temps une pénurie de pilotes. Cela vient de ce que la population des pilotes vieillit et de ce que les pilotes militaires sont moins nombreux à se reconvertir dans le civil. La pénurie touche plus fortement les marchés émergents comme l'Inde et la Chine où le trafic aérien augmente plus vite que dans les pays développés, et où manque une infrastructure capable de satisfaire la demande actuelle et celle de demain.

Cette pénurie ouvre des possibilités pour la dotation en pilotes, formule clé en main par laquelle nous chargeons pour les compagnies du recrutement, de la sélection et de la formation des pilotes qu'il leur faut. Elle nous incite aussi à chercher à nouer des partenariats pour mettre en place au niveau mondial une filière de formation et de mise à disposition de pilotes en réponse à la demande du marché. Le 19 juillet 2006, nous avons officiellement présenté l'Académie mondiale CAE, une nouvelle alliance de formation destinée à remédier à la pénurie de pilotes dans le monde. À ce jour, nous avons conclu des partenariats avec trois organismes de formation aéronautique (FTO) et comptons en voir d'autres devenir membres de l'Académie mondiale CAE en 2007.

Nouveau mode de qualification professionnelle des pilotes augmentant la part de la simulation dans la formation

La profession aéronautique va probablement adopter un nouveau mode de qualification professionnelle des pilotes en 2007. La formation des pilotes pour la licence MPL (Multi-crew Pilot Licence) proposée par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) prévoit plus d'heures sur simulateur, ce qui devrait être excellent pour notre activité.

MARCHÉ MILITAIRE

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE (PS/M)

Conçoit, réalise et fournit des matériels de formation de haute technicité pour les forces aériennes, terrestres et navales

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial de la conception et de la production de simulateurs de vol militaires. Nous réalisons des matériels de simulation et des formations pour une multitude d'aéronefs militaires, aussi bien hélicoptères qu'avions (chasseurs, avions de transport et de patrouille en mer). Nous sommes les créateurs de la plus large gamme de simulateurs d'hélicoptères dans le monde. Nos simulateurs militaires reproduisent avec une grande fidélité des environnements de combat mettant en jeu de façon interactive les forces amies et ennemies, ainsi que les armements et les capteurs d'observation. Nous avons livré des produits de simulation et des formations aux forces de défense de plus de 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains. Nous avons également réalisé plus de systèmes de formation et d'entraînement pour le C-130 Hercules que quiconque dans le monde.

FORMATION MILITAIRE ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE (FS/M)

Fournit clé en main des solutions pour la formation et la conduite des opérations, des services de soutien, la maintenance de systèmes, ainsi que des solutions de modélisation et de simulation

Notre secteur FS/M fournit des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'instruction sur simulateur sur plus de 60 sites dans le monde. Il fournit également des services de toute sorte faisant appel à la modélisation et à la simulation.

TENDANCES DU MARCHÉ ET PERSPECTIVES

Malgré des budgets de défense qui, à notre avis, ne connaîtront dans le monde qu'une modeste progression de 2 à 3 % par an, nous pensons voir notre part de ces dépenses augmenter pour les raisons suivantes :

- La demande pour les produits et les services augmente;
- La nature des conflits évolue.

La demande pour les produits et les services augmente

Nouvelles plates-formes aériennes

L'une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs aéronautiques militaires afin de renforcer nos liens avec eux et être ainsi en position favorable pour profiter des nouveaux débouchés qui s'offriront. Les constructeurs lancent actuellement de nouvelles plates-formes qui vont stimuler à l'échelle mondiale la demande en simulateurs et en formation. Ainsi, l'hélicoptère NH90 lancé par NH Industries, le AW139 d'AgustaWestland et le C-295 d'EADS CASA, sont des exemples de nouveaux appareils qui amènent une demande pour de nouveaux types de simulateurs.

Tendance à l'externalisation

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver où économiser. Une tendance, que nous pensons voir s'accroître, se dessine vers l'externalisation de différents services de formation. Les gouvernements se tournent vers le secteur privé pour la prestation de ces services parce que les entreprises peuvent les leur fournir plus vite et à meilleur prix.

C'est ainsi qu'au quatrième trimestre de l'exercice 2006, nous avons remporté auprès du maître d'œuvre EADS CASA et du gouvernement australien un contrat d'externalisation portant sur la fourniture clé en main et le soutien pendant cinq ans d'une capacité de formation pour l'A330 MRTT, nouvel avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport acquis par la Royal Australian Air Force (RAAF).

Utilisation croissante de la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation par la simulation en raison du meilleur réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres et de la réduction des risques que la simulation apporte par rapport à la formation sur les matériels réels. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à des situations qui, en vol réel, mettraient en péril l'avion et ses occupants.

Prolongation de vie et mise à niveau des plates-formes porteuses des systèmes d'armes

Les constructeurs aéronautiques prolongent la durée de vie des plates-formes porteuses des systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en les dotant de caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mises à niveau des simulateurs pour les mettre aux nouveaux standards. Un exemple récent en est le contrat que Boeing nous a attribué au deuxième trimestre de l'exercice 2007 pour le programme de modernisation de l'avionique des C-130 de la US Air Force.

La nature des conflits évolue

Demande allant vers la mise en réseau

La nature des conflits évolue. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui engendre une demande pour des exercices d'entraînement et des opérations menés en coopération et en réseau. Ainsi, au cours de l'exercice 2007, nous avons obtenu un contrat de mise à niveau de simulateurs C-130J pour l'USAF pour les doter de capacités supplémentaires de mise en réseau.

Acceptation grandissante de la formation par la simulation

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers les moyens de simulation pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les logiciels de simulation permettent aux militaires de construire des plans de mission très élaborés et de mener des répétitions de missions de bout en bout, en complément aux entraînements et aux séances de préparation traditionnels. La simulation offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios dans des conditions réalistes, sans courir de danger et en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. À titre d'exemple, nous exécutons actuellement pour le compte de l'Armée de terre américaine un contrat d'élaboration de la base de données d'un environnement virtuel au titre du programme SE-Core DVED.

3.3 NOTRE VISION

Notre vision est d'être le numéro un dans le domaine des technologies de modélisation et de simulation ainsi que dans celui des services intégrés de formation destinés à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier.

Nous nous classons en première ou en seconde place dans presque toutes nos activités centrales, mais l'âpreté de la concurrence nous impose de demeurer en tête sur le plan de la technologie et du rapport qualité-prix. Nous avons su changer notre façon de travailler, renforcer notre situation financière et nous doter d'une solide assise pour créer de la valeur pour l'actionnaire.

Positionner notre société pour la croissance et faire avancer la mise en œuvre de notre vision est l'objet constant de tous nos efforts.

Dans cette optique, nous nous sommes fixé six objectifs pour 2007 :

- compléter notre plan de restructuration;
- continuer de renforcer les relations avec nos clients et les constructeurs aéronautiques;
- continuer d'améliorer notre performance financière;
- continuer le travail de remotivation de nos employés dans tous nos établissements dans le monde;
- maintenir notre leadership technologique;
- viser la croissance sur nos principaux marchés.

Innover pour l'avenir

L'innovation est au cœur de notre activité et de la réussite que nous connaissons depuis tant d'années, et elle est fondamentale dans le façonnage de notre avenir.

Un groupe de personnes clé explore actuellement les possibilités de mettre nos compétences en valeur sur des marchés émergents et adjacents aux nôtres, en vue d'investir cette année dans ces marchés.

Cette exploration privilégie les voies dans lesquelles nous pouvons trouver de nouvelles applications pour notre technologie, tirer parti des rapports étroits que nous avons avec les clients et mettre à profit notre connaissance de la formation et de l'élaboration de cursus.

Les domaines de la simulation médicale et de la simulation pour les transports sont de ceux où nos compétences peuvent trouver des applications pour diminuer les risques, guider la prise de décisions et augmenter l'efficacité opérationnelle.

4 | RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Dans la présentation des résultats consolidés, les chiffres indiqués pour les périodes précédentes ont été retraités à la suite de l'adoption de l'abrégié CPN-162 instaurant une nouvelle méthode de comptabilisation de la charge de rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la fin de la date d'acquisition des droits. Ce changement est requis pour les sociétés présentant leur information financière selon les PCGR canadiens pour leurs états financiers intermédiaires se terminant le ou après le 31 décembre 2006.

Vous trouverez d'autres précisions à ce sujet sous *Changement de méthode comptable*.

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions, sauf les montants par action)	T3-2007	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006
Produits	\$ 331,2	280,4	301,8	284,3	276,6
Bénéfice avant intérêts et impôts (BAII)	\$ 44,2	44,8	47,1	9,1	32,3
<i>En % des produits</i>	% 13,3	16,0	15,6	3,2	11,7
Intérêts débiteurs, montant net	\$ 2,9	1,2	3,0	0,9	6,1
Bénéfice tiré des activités poursuivies (avant impôts)	\$ 41,3	43,6	44,1	8,2	26,2
Charge (économie) fiscale	\$ 11,6	12,3	11,1	(6,4)	8,9
Bénéfice tiré des activités poursuivies	\$ 29,7	31,3	33,0	14,6	17,3
Résultats provenant des activités abandonnées	\$ -	(0,3)	(0,6)	(5,4)	0,1
Bénéfice net	\$ 29,7	31,0	32,4	9,2	17,4
BPA de base et dilué tiré des activités poursuivies	\$ 0,12	0,12	0,13	0,06	0,07
BPA de base et dilué	\$ 0,12	0,12	0,13	0,04	0,07

Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour les rendre conformes au nouveau mode de comptabilisation de la charge de rémunération à base d'actions (CPN-162).

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS EXCLUANT LES ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

(en millions, sauf les montants par action)	T3-2007	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006
Bénéfice tiré des activités poursuivies (avant impôts)	\$ 44,1	43,9	44,4	31,7	33,9
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	\$ 32,0	31,2	31,0	23,0	23,5
BPA de base et dilué tiré des activités poursuivies	\$ 0,13	0,12	0,12	0,09	0,09

Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour les rendre conformes au nouveau mode de comptabilisation de la charge de rémunération à base d'actions (CPN-162).

LES PRODUITS SONT EN HAUSSE DE 18 % SUR CEUX DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT ET DE 20 % SUR CEUX D'IL Y A UN AN

Les produits ont augmenté depuis le dernier trimestre, surtout grâce au secteur PS/M. Les produits de ce secteur affichent une progression de 40,9 millions \$ due à la variabilité des produits comptabilisés pour certains programmes européens et à une évolution dans la composition de certains programmes américains.

Les produits ont augmenté aussi par rapport à il y a un an :

- ceux du secteur PS/C ont augmenté de 46 %, soit 29,1 millions \$, en raison de l'importance des prises de commandes récentes;
- les produits de PS/M ont augmenté de 27 %, soit 22,4 millions \$, en raison d'une composition différente du portefeuille de contrats, et notamment de l'apport plus important de certains programmes européens.

Pour les neuf mois écoulés, les produits se montent à 913,4 millions \$, ce qui représente 90,5 millions \$, ou 11 %, de plus que pour les neuf premiers mois de l'exercice 2006.

Vous trouverez d'autres précisions sous *Résultats par secteur*.

LE BAI⁴ EST DE 0,6 MILLION \$ DE MOINS QU'AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT ET DE 11,9 MILLIONS \$ DE PLUS QU'AU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

Le BAI pour ce trimestre est de 44,2 millions \$, soit 13,3 % des produits. Non compte tenu des éléments non récurrents, le BAI serait de 47,0 millions \$, soit 14,2 % des produits.

NOTES

⁴ Le bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous faisons un suivi de notre BAI car nous trouvons qu'il permet de plus facilement comparer nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Par rapport au trimestre précédent, le BAII a diminué de 0,6 million \$. L'augmentation du résultat d'exploitation des secteurs PS/M et FS/C a contrebalancé le recul de celui des deux autres secteurs. Ceci s'explique essentiellement par la composition différente du portefeuille de contrats entre les segments, par la valeur élevée du résultat d'exploitation de PS/C au trimestre précédent et par des dépenses liées au plan de restructuration plus élevées ce trimestre.

Par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2006, le BAII a progressé de 11,9 millions \$, soit de 37 %, en raison principalement de meilleurs résultats enregistrés par le secteur PS/C et le secteur PS/M, qui ont augmenté leurs produits d'exploitation de 5,2 millions \$ et de 5,0 millions \$.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le BAII se chiffre à 136,1 millions \$, ce qui représente 41,2 millions \$, soit 43 %, de plus que pour la même période du dernier exercice.

Vous trouverez d'autres précisions sous *Rapprochement des éléments non récurrents* et sous *Résultats par secteur*.

LA CHARGE D'INTÉRÊTS NETTE SE MONTE À 1,7 MILLION \$ DE PLUS QU'AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT ET À 3,2 MILLIONS \$ DE MOINS QU'AU TROISIÈME TRIMESTRE 2006

La charge d'intérêts nette est plus élevée qu'au trimestre précédent du fait que la portion des intérêts créditeurs a diminué. Les intérêts créditeurs avaient été plus élevés au deuxième trimestre en raison de l'accumulation des escomptes sur des effets à recevoir, qui nous ont été intégralement remboursés.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la charge d'intérêts nette est de 7,1 millions \$. C'est une diminution de 54 %, soit de 8,2 millions \$ par rapport à il y a un an, qui vient principalement :

- d'une diminution de la dette elle-même :
 - nous avons remboursé le financement adossé aux actifs d'Amsterdam à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2006;
 - nous avons remboursé la tranche de 20 millions \$ de créances de premier rang en juin 2005;
 - nous avons réduit environ de moitié le recours à notre facilité de crédit renouvelable.
- d'un niveau d'encaisse moyen plus élevé;
- d'intérêts créditeurs plus élevés en raison de l'accumulation des escomptes sur des effets à recevoir, qui a été précédemment mentionnée.
- de l'augmentation des intérêts capitalisés provenant de l'augmentation des actifs en construction.

LE TAUX EFFECTIF D'IMPOSITION EST PLUS BAS

Ce trimestre, l'impôt sur le bénéfice s'est chiffré à 11,6 millions \$, ce qui représente un taux effectif d'imposition de 28 %, contre 28 % aussi au trimestre précédent et 34 % au troisième trimestre de l'exercice 2006. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, l'impôt sur le bénéfice a été de 35,0 millions \$, ce qui correspond à un taux effectif d'imposition de 27 %, contre 31 % pour la même période du dernier exercice.

Cette baisse du taux d'imposition sur les neuf mois tient à trois choses :

- la réduction au premier trimestre de la provision pour moins-value sur nos pertes nettes d'exploitation en Grande-Bretagne nous a permis de comptabiliser un actif d'impôts de 1,8 million \$ (net d'un reversement de 0,2 million \$ au deuxième trimestre);
- le taux d'imposition statutaire canadien a baissé au premier trimestre;
- le taux d'imposition statutaire hollandais a baissé au troisième trimestre.

Le taux d'imposition au troisième trimestre de l'exercice 2006 avait été plus élevé, du fait d'abord des proportions différentes des parts de bénéfice tombant sous les différentes juridictions fiscales, et du fait ensuite de l'élévation du taux d'imposition aux Pays-Bas.

Sans les éléments non récurrents, la charge d'impôt sur le bénéfice aurait été de :

- 12,1 millions \$ ce trimestre, soit un taux effectif d'imposition de 27 %;
- 12,7 millions \$ au deuxième trimestre, soit un taux effectif d'imposition de 29 %;
- 10,4 millions \$ au troisième trimestre du dernier exercice, soit un taux effectif d'imposition de 31 %;
- 38,2 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours, soit un taux effectif de 29 %;
- 28,7 millions \$ pour les neuf premiers mois du dernier exercice, soit un taux effectif de 31 %.

À l'exercice 2007, les taux d'imposition hors éléments non récurrents ont été plus bas qu'à l'exercice 2006 du fait d'abord des proportions différentes des parts de bénéfice tombant sous les différentes juridictions fiscales, et du fait ensuite de la diminution du taux d'imposition au Canada et aux Pays-Bas.

Pour l'ensemble de l'exercice, nous nous attendons à un taux effectif d'imposition légèrement en dessous de 30 % (compte non tenu de l'effet des éléments non récurrents).

Vous trouverez d'autres précisions sous *Rapprochement des éléments non récurrents*.

RÉSULTATS DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Les ajustements au bénéfice tiré des activités abandonnées ont été négligeables ce trimestre.

4.2 BÉNÉFICE AVANT ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

Le tableau qui suit montre l'effet que certains éléments non récurrents ont eu sur nos résultats de chacune des périodes considérées. Un élément est pour nous non récurrent lorsqu'il ne s'inscrit pas dans le cours normal de notre activité, soit parce qu'il ne se produit que peu fréquemment, soit parce qu'il est inhabituel ou n'est pas dans la tendance normale de l'activité.

Nous estimons qu'il s'agit là d'une information complémentaire utile car elle permet de voir quelle aurait été notre performance sans ces éléments non récurrents. Il est toutefois important de bien distinguer cette information complémentaire du bénéfice net calculé selon les PCGR en tant qu'indicateur de notre performance.

RAPPROCHEMENT DES ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

(en millions, sauf les montants par action)	T3-2007			T2-2007			T3-2006		
	Avant impôts	Après impôts	Par action	Avant impôts	Après impôts	Par action	Avant impôts	Après impôts	Par action
Bénéfice tiré des activités poursuivies	41,3 \$	29,7 \$	0,12 \$	43,6 \$	31,3 \$	0,12 \$	26,2 \$	17,3 \$	0,07 \$
Plan de restructuration									
– Charge de restructuration	2,3	2,0	0,01	0,2	0,1	–	2,6	1,9	0,01
– Autres frais liés au plan de restructuration	0,5	0,3	–	1,5	1,0	0,01	3,4	2,3	0,01
Paiement anticipé d'effets à recevoir	–	–	–	(1,4)	(1,4)	(0,01)	–	–	–
Remboursement anticipé d'emprunts à long terme onéreux	–	–	–	–	–	–	2,8	2,0	0,01
Pertes de change	–	–	–	–	–	–	0,7	1,0	–
Cessation d'activités sur Dornier 328J	–	–	–	–	–	–	(1,8)	(1,0)	(0,01)
Économies d'impôts	–	–	–	–	0,2	–	–	–	–
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant éléments non récurrents (mesure hors PCGR)	44,1 \$	32,0 \$	0,13 \$	43,9 \$	31,2 \$	0,12 \$	33,9 \$	23,5 \$	0,09 \$

Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour les rendre conformes au nouveau mode de comptabilisation de la charge de rémunération à base d'actions (CPN-162).

PLAN DE RESTRUCTURATION

Nous avons effectué ce trimestre des dépenses de 2,8 millions \$ essentiellement consacrées à :

- poursuivre le redéploiement des actifs du secteur FS/C;
- poursuivre la réalisation de notre projet ERP.

La réinstallation de huit FFS à Madrid, Dallas et Morristown (NJ) a été effectuée ce trimestre. Il n'en reste plus que deux à réinstaller au Centre de formation du Nord-Est en 2007. Au total, la restructuration aura occasionné le déplacement de 28 FFS, soit près du tiers du parc. Cela crée bien sûr une certaine perturbation au niveau des opérations le temps que les simulateurs retrouvent leur utilisation normale. L'agrandissement du centre de formation de Madrid pour le regroupement de nos activités avance bien et devrait être achevé d'ici la fin de l'exercice 2007.

PAIEMENT ANTICIPÉ D'EFFETS À RECEVOIR

Au deuxième trimestre de l'exercice 2007, nous avons encaissé le paiement intégral anticipé d'effets à long terme subordonnés garantis qui étaient jusque-là comptabilisés sous « autres actifs ». Ces effets faisaient partie du paiement des entreprises Ultrasonics et Ransohoff que nous avons vendues en 2002. Cet encaissement a donné lieu à la comptabilisation de 1,4 million \$ d'intérêts créditeurs au trimestre précédent, du fait de la réalisation des escomptes sur les effets à recevoir.

REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'EMPRUNTS À LONG TERME ONÉREUX

Au troisième trimestre de l'exercice 2006, nous avons profité de la disponibilité de liquidités et d'un dollar canadien fort pour rembourser, avant terme, un financement adossé onéreux qui était en place au moment où nous avons fait l'acquisition de Schreiner Aviation Training. Ce financement adossé aux actifs du centre de formation d'Amsterdam était de €2,7 millions d'euros. Le remboursement anticipé s'est traduit par une charge non récurrente avant impôts de 2,8 millions \$.

PERTE DE CHANGE

Au troisième trimestre de l'exercice 2006, nous avons réduit la valeur nette de notre investissement dans certaines filiales autonomes. En conséquence de cela, les montants des pertes de change correspondantes accumulées dans le compte Écart de conversion avaient été passés dans les états consolidés des résultats, où avait été constatée une perte non récurrente de 0,7 million \$ avant impôts. Réduire notre capitalisation dans les filiales autonomes ne fait pas partie de nos activités habituelles et nous ne considérons donc pas l'effet éventuel de ce genre d'opération comme ayant un caractère récurrent.

CESSATION DES ACTIVITÉS SUR DORNIER 328J

Au troisième trimestre de l'exercice 2006, nous avons décidé de cesser la formation sur l'avion Dornier 328 Jet (Do328J). En conséquence, nous avons vendu deux FFS Do328J qui ont permis d'enregistrer un gain net de 1,8 million \$.

ÉCONOMIES D'IMPÔTS

Nous avons considéré les recouvrements d'impôts suivants comme non récurrents car ils ne s'inscrivaient pas dans le déroulement normal de nos activités :

- La réduction de la provision pour moins-value sur nos pertes nettes d'exploitation en G.-B., qui nous a permis de comptabiliser un actif d'impôts de 1,8 million \$ (net d'un reversement de 0,2 million \$ ce trimestre);
- La réduction de la provision pour moins-value sur nos pertes nettes d'exploitation aux États-Unis, et avec elle d'autres recouvrements, qui nous ont permis de comptabiliser 9,0 millions \$ d'actifs fiscaux au quatrième trimestre du dernier exercice.

4.3 PRISES DE COMMANDES ET CARNET DE COMMANDES CONSOLIDÉS

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous dit à combien se montent les commandes que nous avons reçues mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client un document commercial à valeur juridique définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande).
- Les contrats militaires sont ordinairement à long terme mais doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu le financement.
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les recettes attendues des contrats de formation à court et à long termes dès lors que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les prestations correspondantes, ou lorsque nous pouvons compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2006	Neuf mois terminés le 31 décembre 2006
Carnet de commandes en début de période	2 584,0 \$	2 460,0 \$
+ commandes reçues durant la période	327,0	1 044,8
- produits durant la période	(331,2)	(913,4)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	132,1	120,5
Carnet de commandes en fin de période	2 711,9 \$	2 711,9 \$

Pour le trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes était de 1,0. Pour les douze derniers mois, il était de 1,2.

Vous trouverez d'autres précisions sous *Résultats par secteur*.

5 | RÉSULTATS PAR SECTEUR

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en quatre secteurs :

Secteurs civils :

- Produits de simulation – Civil (PS/C)
- Formation et services associés – Civil (FS/C)

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M)
- Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Les secteurs PS/C et PS/M fonctionnent suivant un système d'organisation intégré selon lequel, pour l'essentiel, les fonctions d'ingénierie, de développement, d'approvisionnement mondial, de gestion des programmes et de fabrication leur sont communs.

Les opérations entre secteurs sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer pour chaque secteur individuellement l'emploi qu'il fait des éléments d'actif qu'il utilise en commun avec les autres, nous lui attribuons la part des charges et des éléments de passif (essentiellement des frais généraux) qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes que chacun des secteurs réalise.

INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉ

RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL

<i>(en millions, sauf marge d'exploitation)</i>	T3-2007	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006
Secteurs civils					
Produits de simulation – Civil	\$ 15,5	18,7	10,9	9,3	10,3
	% 16,8	22,2	14,7	11,9	16,3
Formation et services associés – Civil	\$ 13,5	11,2	18,3	14,9	14,1
	% 16,2	14,3	21,9	18,4	18,1
Secteurs militaires					
Produits de simulation – Militaire	\$ 11,2	7,3	11,1	6,8	6,2
	% 10,6	11,4	11,6	8,8	7,5
Formation et services associés – Militaire	\$ 6,8	9,3	11,5	3,2	8,4
	% 13,4	17,4	23,9	6,7	15,9
Résultat d'exploitation sectoriel total	\$ 47,0	46,5	51,8	34,2	39,0
Autres revenus (charges)	\$ (2,8)	(1,7)	(4,7)	(25,1)	(6,7)
BAII	\$ 44,2	44,8	47,1	9,1	32,3

Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour les rendre conformes au nouveau mode de comptabilisation de la charge de rémunération à base d'actions (CPN-162).

Le résultat d'exploitation sectoriel nous sert à mesurer la rentabilité de nos quatre secteurs d'exploitation et éclaire nos décisions de répartition des ressources entre eux. Nous calculons le résultat d'exploitation sectoriel à partir du bénéfice net du secteur avant autres revenus, intérêts, impôts sur le bénéfice et activités abandonnées. Il nous permet de juger de la rentabilité d'un secteur en dehors de l'effet sur celui-ci d'éléments qui n'ont pas directement à voir avec sa performance.

CAPITAL UTILISÉ

<i>(en millions)</i>	T3-2007	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006
Secteurs civils					
Produits de simulation – Civil	\$ (3,0)	(13,6)	(19,0)	(37,7)	(16,8)
Formation et services associés – Civil	\$ 714,8	639,6	618,7	614,9	610,3
Secteurs militaires					
Produits de simulation – Militaire	\$ 34,7	57,7	48,0	49,3	61,7
Formation et services associés – Militaire	\$ 136,6	129,2	119,2	111,5	93,0
	\$ 883,1	812,9	766,9	738,0	748,2

La mesure du capital utilisé nous permet de voir combien nous investissons dans nos activités. Nous le calculons en prenant le montant total de l'actif de chaque secteur (sans les espèces et quasi-espèces, et sans les actifs fiscaux et autres actifs hors exploitation), et en soustrayons le montant total du passif (hormis les passifs fiscaux, la dette à long terme – tranche échéant à moins d'un an comprise – et les autres charges hors exploitation).

5.1 SECTEURS CIVILS

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Ce trimestre, PS/C a obtenu les contrats suivants :

- Un B777 pour Air Canada.
- Deux B777 pour un client dont l'identité demeure confidentielle.
- Deux A320 pour Flight Simulation Company (FSC).
- Deux B737 pour Flight Simulation Company (FSC).
- Un A330/340 pour Jet Airways.
- Un B777 pour Jet Airways.
- Un A320 pour Shanghai Eastern Flight Training.

Cela fait un total de 10 commandes de FFS reçues ce trimestre. FedEx a annulé sa commande de deux simulateurs A380 ce trimestre, après avoir annulé sa commande d'avions de ce modèle. Pour les neuf premiers mois, le total des commandes enregistrées par PS/C est de 27. Nous comptons arriver à un total de 33 au 31 mars 2007, date de fin de l'exercice, qui n'est plus loin maintenant.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(en millions, sauf marge d'exploitation)</i>	T3-2007	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006
Produits	\$ 92,1	84,2	74,2	78,0	63,0
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 15,5	18,7	10,9	9,3	10,3
<i>Marge d'exploitation</i>	% 16,8	22,2	14,7	11,9	16,3
Amortissements	\$ 2,3	2,1	2,1	2,2	1,7
Dépenses en immobilisations	\$ 0,9	3,5	8,2	2,5	2,0
Capital utilisé	\$ (3,0)	(13,6)	(19,0)	(37,7)	(16,8)
Carnet de commandes	\$ 340,0	313,2	297,5	284,4	312,3

Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour les rendre conformes au nouveau mode de comptabilisation de la charge de rémunération à base d'actions (CPN-162).

LES PRODUITS SONT EN HAUSSE DE 9 % SUR CEUX DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT ET DE 46 % SUR CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006

La progression par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre de l'exercice 2006 tient au niveau élevé des prises de commandes et au fait que nous avons obtenu de la part d'un client la réception définitive de certains simulateurs qui sont comptabilisés comme des contrats de location-vente pour lesquels la méthode de reconnaissance des revenus selon l'avancement des travaux n'était pas applicable. La marge d'exploitation correspondante à ces simulateurs a été aussi comptabilisée ce trimestre.

Pour les neuf mois écoulés, les produits se montent à 250,5 millions \$, ce qui représente 71,5 millions \$, soit 40 %, de plus que pour la même période de l'exercice 2006.

LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL A BAISSÉ DE 17 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT, ET A AUGMENTÉ DE 50 % PAR RAPPORT AU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2006 Cette baisse du résultat d'exploitation sectoriel par rapport au trimestre précédent s'explique par un niveau nettement supérieur à la moyenne des marges d'exploitation du deuxième trimestre.

L'augmentation du résultat d'exploitation par rapport à il y a un an vient de ce que les produits d'exploitation de PS/C d'une part, et l'apport de Partenariat technologique Canada et d'Investissement Québec au Projet Phoenix d'autre part, ont été plus élevés.

Le résultat d'exploitation sectoriel pour les neuf mois écoulés s'établit à 45,1 millions \$, dépassant de 119 %, soit 24,5 millions \$, celui de la même période de l'exercice 2006.

LE CAPITAL UTILISÉ A AUGMENTÉ PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT

Cette croissance tient principalement à une augmentation du fonds de roulement.

AUGMENTATION DU CARNET DE COMMANDES DE 9 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT

ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2006	Neuf mois terminés le 31 décembre 2006
Carnet de commandes en début de période	313,2 \$	284,4 \$
+ commandes reçues pour la période	106,7	293,3
- produits pour la période	(92,1)	(250,5)
+/- rajustements	12,2	12,8
Carnet de commandes en fin de période	340,0 \$	340,0 \$

Pour le trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes est de 1,2. Pour les douze derniers mois, il était de 1,1.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Ce trimestre, FS/C a remporté pour plus de 95 millions \$ de contrats.

- De nouvelles affaires se montant à près de 70 millions \$ ont été annoncées ou amorcées au salon National Business Aviation Association (NBAA).
- Depuis la fin du trimestre, nous avons annoncé notre projet d'ouvrir à Bangalore le premier centre de formation CAE en Inde.

EXPANSION ET INITIATIVES NOUVELLES

- Ce trimestre, nous avons achevé l'agrandissement de notre centre de formation de Grande-Bretagne, qui peut à présent héberger huit simulateurs.
- Nous avons obtenu le certificat d'occupation pour notre centre de formation du Nord-Est. Ce centre tout neuf qui hébergera l'activité de formation pour l'aviation d'affaires à Morristown, dans le New Jersey, sera opérationnel au quatrième trimestre.
- Ces deux centres dispenseront la formation agréée par Dassault sur son nouvel avion Falcon 7X, ainsi que sur les Falcon 900 et 2000 EASy. Quatre nouveaux simulateurs ont été mis en place dans ces centres où nous comptons débiter la formation sur les plates-formes EASy d'ici la fin de l'exercice 2007.
- Nous avons signé un accord avec Embraer pour créer une coentreprise de formation qui proposera au niveau mondial la formation des pilotes et des personnels au sol aux clients acquéreurs d'avions Phenom 100 VLJ et Phenom 300 LJ. Aux termes de l'accord, la coentreprise dispensera la formation contractuelle et post-contractuelle aux pilotes, techniciens de maintenance et répartiteurs. Ce programme de formation est notre premier pour les marchés des jets d'affaires légers et très légers (LJ et VLJ).
- En 2001, nous avons conclu avec Emirates Airline un partage des recettes. Le 4 octobre 2006, Emirates et nous avons décidé de consolider ce partenariat en le constituant en une coentreprise à 50/50 dénommée Emirates-CAE Flight Training Center (ECFT). Les deux parties ont convenu de faire apport à la coentreprise ECFT des actifs de formation aéronautique actuellement à Dubaï, de partager à parts égales aux bénéfices, aux pertes et aux dividendes, et nous assurons sur un pied d'égalité la gestion des activités d'exploitation, de financement et d'investissement dans ECFT.
- Les initiatives que nous avons prises en faveur des formules de formation tout compris (wet training) et de dotation en pilotes engendrent une évolution qui commence à être perceptible dans la composition des produits d'exploitation. Cette stratégie nous permet aussi d'élargir notre offre de produits et la valeur de celle-ci pour nos clients.

RÉSULTATS FINANCIERS

(en millions, sauf marge d'exploitation, NESAs et FFS déployés)

	T3-2007	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006
Produits	\$ 83,1	78,4	83,7	81,1	78,0
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 13,5	11,2	18,3	14,9	14,1
Marge d'exploitation	% 16,2	14,3	21,9	18,4	18,1
Amortissements	\$ 11,8	10,7	10,6	10,7	11,8
Dépenses en immobilisations	\$ 32,5	30,1	17,8	21,3	41,0
Capital utilisé	\$ 714,8	639,6	618,7	614,9	610,3
Carnet de commandes	\$ 905,6	842,9	817,6	809,0	805,2
NESA ⁵	97	99	98	95	100
FFS déployés	110	110	110	109	108

Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour les rendre conformes au nouveau mode de comptabilisation de la charge de rémunération à base d'actions (CPN-162).

LES PRODUITS DU TRIMESTRE SE MONTENT À 83,1 MILLIONS \$, EN AUGMENTATION DE 6 % PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

Les produits du secteur FS/C ce trimestre sont de 83,1 millions \$, en comparaison de 78,4 millions \$ au trimestre précédent et de 78,0 millions \$ au troisième trimestre de 2006. La progression de 6 % par rapport au trimestre précédent est due principalement à la saisonnalité et à l'appréciation de l'euro, de la livre sterling et du dollar américain face au dollar canadien. Elle a été quelque peu amoindrie par les perturbations que la restructuration et le redéploiement de FFS ont engendrées ce trimestre.

Nos centres de formation continuent de connaître une forte demande, qui reflète la bonne santé du secteur aéronautique. Pour les neuf mois écoulés, les produits se montent 245,2 millions \$, soit 2 % de plus que pour la même période du dernier exercice, en dépit d'une appréciation de plus de 6 % du dollar canadien par rapport à la devise américaine, et de plus de 2 % par rapport à l'euro et la livre sterling, qui a érodé les produits d'environ 11 millions \$.

LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL A AUGMENTÉ DE 21 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT

Le résultat d'exploitation sectoriel a augmenté de 21 % ce trimestre pour s'établir à 13,5 millions \$ (16,2 % des produits), en comparaison de 11,2 millions \$ (14,3 % des produits) au deuxième trimestre et de 14,1 millions \$ (18,1 % des produits) la même période il y a un an.

Bien que nos activités de formation aéronautique civile aient été plus vigoureuses, les marges ce trimestre ont diminué à cause de certains coûts en rapport avec les opérations de construction, d'agrandissement et de regroupement menées dans nos centres de formation, et à cause aussi des heures de simulateur que nous avons dû acheter à des tiers pour répondre dans les meilleures conditions à une forte demande en formation de la part de nos clients. En outre, au troisième trimestre de l'exercice dernier, nous avons bénéficié d'un gain non récurrent de 1,8 million \$ réalisé sur la cession de simulateurs.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2007, le résultat d'exploitation sectoriel est de 43,0 millions \$, en comparaison de 42,2 millions \$ pour la même période de l'exercice 2006.

NOTE

⁵ Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure hors PGCR qui nous indique combien de simulateurs de vol étaient en état de produire des recettes au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est mis hors service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

LE CAPITAL UTILISÉ A AUGMENTÉ DEPUIS LE DERNIER TRIMESTRE

Le capital utilisé a augmenté principalement à cause de la constitution officielle de la coentreprise ECFT, du montant plus élevé de capital que nous avons mis dans différents investissements, montant qui a dépassé celui de nos charges d'amortissement pour le trimestre, de l'augmentation de notre fonds de roulement et de l'effet des variations de change.

LES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS SONT DE 32,5 MILLIONS \$ CE TRIMESTRE

Les dépenses en immobilisations ont augmenté ce trimestre en raison essentiellement de la poursuite de l'investissement dans le programme de formation Dassault Falcon 7X, de l'agrandissement et de la conversion des centres de formation de Burgess Hill (G.-B.) et de Madrid, et de la construction des simulateurs que nous ajouterons dans notre réseau au cours des exercices 2007 et 2008.

LE CARNET DE COMMANDES A AUGMENTÉ DE 7 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT

ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2006	Neuf mois terminés le 31 décembre 2006
Carnet de commandes en début de période	842,9 \$	809,0 \$
+ commandes reçues pour la période	95,6	309,6
- produits pour la période	(83,1)	(245,2)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	50,2	32,2
Carnet de commandes en fin de période	905,6 \$	905,6 \$

Pour le trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes est de 1,2. Pour les douze derniers mois, il était de 1,2.

Nous avons prévu d'augmenter annuellement le nombre de simulateurs actifs (NESA) dans notre réseau d'environ 10 % en moyenne, dans le but de maintenir notre position sur le marché et d'être en mesure de saisir les possibilités d'affaires nouvelles. Ce développement de notre réseau de formation est conçu avant tout pour lui permettre d'absorber sur le long terme le volume régulier de formation périodique. Cette façon de positionner notre activité rendra nos recettes moins dépendantes des livraisons de nouveaux avions. Nous comptons voir les nouveaux simulateurs commencer à faire sensiblement augmenter les recettes de la formation au cours de l'exercice 2009.

5.2 SECTEURS MILITAIRES

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

PS/M a obtenu pour 59,7 millions \$ de commandes ce trimestre :

- Un entraîneur de tactique opérationnelle (OTT) de P-3C pour la Marine allemande.
- Un entraîneur aux procédures du poste de pilotage (OPT) de l'hélicoptère UH-145 pour l'Armée de terre américaine.
- La conception et le développement pour l'Armée de terre britannique d'une mise à niveau de ses simulateurs de véhicule de combat d'infanterie (VCI).
- La conception et le développement de mises à niveau pour les simulateurs Tornado de la Force aérienne allemande.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(en millions, sauf marge d'exploitation)</i>	T3-2007	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006
Produits	\$ 105,2	64,3	95,8	77,5	82,8
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 11,2	7,3	11,1	6,8	6,2
<i>Marge d'exploitation</i>	% 10,6	11,4	11,6	8,8	7,5
Amortissements	\$ 1,9	2,3	2,2	5,9	3,1
Dépenses en immobilisations	\$ 1,5	0,9	1,3	3,0	1,1
Capital utilisé	\$ 34,7	57,7	48,0	49,3	61,7
Carnet de commandes	\$ 609,0	626,3	475,2	540,5	453,0

Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour les rendre conformes au nouveau mode de comptabilisation de la charge de rémunération à base d'actions (CPN-162).

LES PRODUITS ONT AUGMENTÉ DE 64 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT ET DE 27 % PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

La progression par rapport au trimestre précédent et par rapport à il y a un an s'explique essentiellement par :

- Un niveau plus élevé d'activité sur certains programmes européens, en particulier celui de l'Eurofighter pour lequel nous sommes fournisseur des systèmes visuels des dispositifs de formation destinés au Royaume-Uni, à l'Allemagne, à l'Italie et à l'Espagne, les quatre nations partenaires au départ dans le programme de cet avion.
- Un niveau élevé des prises de commandes au deuxième trimestre, qui a entraîné un niveau élevé d'activité, en particulier aux États-Unis.
- Le recul du cours du dollar canadien vis-à-vis de l'euro, de la livre sterling et du dollar américain.

Pour les neuf mois écoulés, les produits sont de 265,3 millions \$, en hausse de 6 %, soit 15,4 millions \$, sur ceux de la même période de l'exercice 2006.

LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL A AUGMENTÉ DE 53 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT ET DE 81 % PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

La progression par rapport au trimestre précédent et par rapport à il y a un an découle essentiellement de celle des produits, que l'on vient de présenter. Les marges d'exploitation marquent une progression par rapport à il y a un an, du fait essentiellement de l'apport d'Investissement Québec au Projet Phoenix et d'un montant moins élevé des charges d'amortissement.

Le résultat d'exploitation sectoriel pour les neuf mois écoulés est de 29,6 millions \$, en hausse de 47 %, soit 9,4 millions \$, sur celui de la même période de l'exercice 2006.

LE CAPITAL UTILISÉ A DIMINUÉ PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT

La diminution enregistrée ce trimestre tient avant tout à une diminution du fonds de roulement.

LA VALEUR DU CARNET DE COMMANDES A DIMINUÉ DE 3 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT

ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2006	Neuf mois terminés le 31 décembre 2006
Carnet de commandes en début de période	626,3 \$	540,5 \$
+ commandes reçues pour la période	59,7	302,8
- produits pour la période	(105,2)	(265,3)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	28,2	31,0
Carnet de commandes en fin de période	609,0 \$	609,0 \$

Pour le trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes est de 0,6, ce qui montre le caractère irrégulier des prises de commandes dans ce secteur. Pour les douze derniers mois, il était de 1,3.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

FS/M a obtenu ce trimestre les contrats suivants :

- Services de soutien à la formation et à la maintenance pour les programmes C-130J, C-130E/H et drone Predator de la US Air Force.
- Reconduction d'un contrat annuel de services de maintenance sur plusieurs bases militaires allemandes.
- Services de développement technique pour un ensemble de nouveaux projets canadiens en matière de sécurité du territoire.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(en millions, sauf marge d'exploitation)</i>	T3-2007	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006
Produits	\$ 50,8	53,5	48,1	47,7	52,8
Résultat d'exploitation sectoriel	\$ 6,8	9,3	11,5	3,2	8,4
Marge d'exploitation	% 13,4	17,4	23,9	6,7	15,9
Amortissements	\$ 1,7	1,8	1,5	1,6	1,6
Dépenses en immobilisations	\$ 7,8	6,4	13,4	15,5	1,5
Capital utilisé	\$ 136,6	129,2	119,2	111,5	93,0
Carnet de commandes	\$ 857,3	801,6	842,9	826,1	797,8

Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour les rendre conformes au nouveau mode de comptabilisation de la charge de rémunération à base d'actions (CPN-162).

LES PRODUITS ONT DIMINUÉ DE 5 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT ET DE 4 % PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

L'activité de FS/M ce trimestre s'est maintenue à un niveau stable représentant environ 50 millions \$. La diminution des produits par rapport au trimestre précédent et par rapport à il y a un an vient essentiellement d'un plus faible niveau d'activité sur certains contrats de soutien en Amérique du Nord, qui a été en partie compensé par la baisse du cours du dollar canadien vis-à-vis de l'euro, de la livre sterling et du dollar américain.

Pour les neuf mois écoulés, les produits sont de 152,4 millions \$, en baisse de 0,4 million \$ sur ceux de la même période de l'exercice 2006.

LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SECTORIEL A DIMINUÉ DE 27 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT ET DE 19 % PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

Le recul par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par :

- La diminution des produits, que l'on vient d'évoquer;
- Les ajustements annuels des taux salariaux effectués au trimestre dernier qui ont affecté les contrats militaires américains.

Par rapport à il y a un an, le recul s'explique essentiellement par :

- La diminution des produits, que l'on a déjà évoqué;
- Un redressement que nous avons obtenu au troisième trimestre de l'exercice 2006 à la suite d'une négociation de taux avec le gouvernement canadien.

Le résultat d'exploitation sectoriel pour les neuf premiers mois de l'exercice est de 27,6 millions \$, en hausse de 78 %, soit 12,1 millions \$, sur celui de la même période de l'exercice 2006. Les raisons de cette progression sont principalement la radiation de frais de réponse aux appels d'offres effectuée au premier trimestre de l'exercice dernier, l'encaissement d'un paiement non récurrent, et la cession de la licence de propriété intellectuelle en rapport avec le programme de formation des équipages de blindés (AVTS) au premier trimestre de l'exercice 2007.

LE CAPITAL UTILISÉ A AUGMENTÉ PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT

L'augmentation enregistrée ce trimestre vient principalement des immobilisations que nous avons consacrées à la construction en Allemagne des centres où se fera la formation des équipages de NH-90, et à celle du centre de formation Rotorsim en Italie. Nous avons également acheté au troisième trimestre une société de modélisation et de simulation en Australie (voir note 2 aux états financiers du troisième trimestre de l'exercice 2007). Ces investissements ont été partiellement compensés par une baisse au niveau du fonds de roulement.

LA VALEUR DU CARNET DE COMMANDES A AUGMENTÉ DE 7 % PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT

ÉVOLUTION DU CARNET DE COMMANDES

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2006	Neuf mois terminés le 31 décembre 2006
Carnet de commandes en début de période	801,6 \$	826,1 \$
+ commandes reçues pour la période	65,0	139,1
- produits pour la période	(50,8)	(152,4)
+/- rajustements (princ. écarts de change)	41,5	44,5
Carnet de commandes en fin de période	857,3 \$	857,3 \$

Pour le trimestre, le ratio du montant des commandes sur le montant des ventes est de 1,3. Pour les douze derniers mois, il était de 1,0.

Pour le secteur militaire dans son ensemble, le ratio est de 0,8 pour le trimestre, et de 1,2 pour les douze derniers mois.

6 | ÉTAT DES MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET DES LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	2006	2005	2006	2005
Trésorerie dégagée des activités d'exploitation poursuivies*	59,8 \$	34,9 \$	178,5 \$	111,3 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	18,9	55,9	(24,2)	55,1
Trésorerie nette dégagée des activités poursuivies	78,7 \$	90,8 \$	154,3 \$	166,4 \$
Dépenses en immobilisations	(42,7)	(45,6)	(124,3)	(87,8)
Autres coûts capitalisés	(6,5)	(5,6)	(7,6)	(18,0)
Dividendes en espèces	(2,4)	(2,4)	(7,3)	(7,2)
Financement sans recours	8,5	5,1	25,7	20,0
Flux de trésorerie disponibles	35,6 \$	42,3 \$	40,8 \$	73,4 \$
Autres mouvements de trésorerie, montant net	(0,7)	4,0	(4,0)	8,0
Acquisition d'entreprise	(4,9)	-	(4,9)	2,6
Financement sans recours	(8,5)	(5,1)	(25,7)	(20,0)
Effet des variations de change sur espèces et quasi-espèces	6,8	(2,1)	4,9	(8,6)
Augmentation nette de la trésorerie avant produits et remboursement de la dette à long terme	28,3 \$	39,1 \$	11,1 \$	55,4 \$

*avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

LE FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE⁶ A AUGMENTÉ DE 24,9 MILLIONS \$ PAR RAPPORT AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT ET A DIMINUÉ DE 6,7 MILLIONS \$ PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique principalement par celle de la trésorerie nette dégagée des activités poursuivies, qui a augmenté de 35,1 millions \$ depuis le trimestre précédent du fait d'un investissement moindre dans le fonds de roulement;

La baisse par rapport à il y a un an est due principalement :

- à une diminution de 12,1 millions \$ de la trésorerie nette dégagée des activités d'exploitation poursuivies, du fait d'un investissement plus élevé de 37,0 millions \$ dans le fonds de roulement. Cette baisse a été en partie compensée par une augmentation de 24,9 millions \$ de trésorerie dégagée des activités poursuivies.
- à une diminution des dépenses en immobilisations et à un recours plus important au financement sans recours sur les immobilisations corporelles qui, ensemble, ont fait augmenter le flux de trésorerie disponible de 6,3 millions \$.

Pour les neuf mois écoulés, la trésorerie nette dégagée des activités poursuivies se chiffre à 154,3 millions \$, en baisse comparativement à la fin de la même période de l'exercice dernier pour les raisons précédemment évoquées. Quant au flux de trésorerie disponible, il est plus bas de 32,6 millions \$ en raison principalement des dépenses en immobilisations qui ont été plus élevées partiellement compensées par du financement sans recours des immobilisations corporelles qui a lui aussi augmenté.

LES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS ET AUTRES COÛTS CAPITALISÉS ONT DIMINUÉ DE 2,0 MILLIONS \$ PAR RAPPORT À IL Y A UN AN

Les dépenses en immobilisations pour la croissance ont été ce trimestre de 33,3 millions \$. Elles ont concerné :

- la poursuite de l'investissement dans le programme Dassault Falcon 7X;
- l'augmentation des immobilisations pour le programme allemand des hélicoptères NH90;
- d'autres immobilisations faites dans l'objet de la croissance.

Les immobilisations consacrées à l'entretien ont été de 9,4 millions \$ ce trimestre.

Ce trimestre, nous avons perçu pour 8,5 millions \$ de financement sans recours au titre du programme NH90 et d'une coentreprise de FS/C. Les 5,1 millions \$ perçus il y a un an se rapportaient uniquement à la coentreprise.

Pour les neuf mois écoulés, les immobilisations consacrées à la croissance se montent à 98,1 millions \$ et celles consacrées au maintien de la capacité, à 26,2 millions \$.

NOTE

⁶ Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique de combien d'argent nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Elle correspond à la trésorerie nette dégagée des activités poursuivies, dont on soustrait toutes les dépenses en immobilisations (y compris celles liées à la croissance et les coûts capitalisés) et les dividendes versés, et à quoi on ajoute le produit des cessions-bail et autres financements adossés à des actifs. Les dividendes viennent en déduction dans le calcul des flux de trésorerie disponibles pour la raison qu'ils constituent pour nous une obligation, au même titre que les intérêts à payer sur la dette, et que leur montant n'est pas utilisable pour autre chose.

7 | SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

<i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2006	Au 30 septembre 2006	Au 31 mars 2006
<i>Utilisation du capital</i>			
Fonds de roulement hors trésorerie	(62,1)\$	(15,9)\$	(74,5)\$
Immobilisations corporelles, montant net	980,8	880,5	839,3
Autres actifs à long terme	310,5	306,5	329,7
Actifs à long terme destinés à la vente	2,0	1,9	5,9
Autres passifs à long terme	(250,6)	(249,1)	(238,0)
Total du capital utilisé	980,6 \$	923,9 \$	862,4 \$
<i>Provenance du capital</i>			
Dette nette	187,7 \$	199,7 \$	190,2 \$
Capitaux propres	792,9	724,2	672,2
Provenance du capital	980,6 \$	923,9 \$	862,4 \$

Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour les rendre conformes au nouveau mode de comptabilisation de la charge de rémunération à base d'actions (CPN-162).

LE CAPITAL UTILISÉ⁷ A AUGMENTÉ DE 6 % CE TRIMESTRE

Cette augmentation résulte principalement de celle des immobilisations corporelles, qui a été de 100,3 millions \$, qui a été en partie compensée par la diminution du fonds de roulement hors trésorerie.

LE FONDS DE ROULEMENT HORS TRÉSORERIE⁸ A DIMINUÉ DE 46,2 MILLIONS \$ CE TRIMESTRE

Cette diminution est principalement le résultat d'une bonne gestion de la trésorerie et d'une augmentation de l'activité, à quoi se sont ajoutés l'emploi d'un crédit d'impôts à la R-D au niveau fédéral et d'un remboursement de 5,9 millions \$ de la part de Revenu Québec.

LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ONT AUGMENTÉ DE 100,3 MILLIONS \$ DEPUIS LE TRIMESTRE PRÉCÉDENT

L'augmentation provient des nouvelles dépenses en immobilisations de 42,7 millions \$ et de l'effet des écarts de change partiellement compensé par la charge normale d'amortissement.

NOTES

⁷ Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous savons en permanence combien nous investissons dans notre entreprise.

Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (compte non tenu des espèces et quasi-espèces), et en soustrayant le montant du passif (déduction faite de la dette à long terme, tranche échéant à moins d'un an comprise).
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (compte non tenu des espèces et quasi-espèces, des actifs fiscaux et autres actifs hors exploitation), et en soustrayant le montant du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, tranche échéant à moins d'un an comprise, et autres passifs hors exploitation).

Du point de vue des sources de provenance

Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

⁸ Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif à court terme et le passif à court terme, sans compter les espèces et quasi-espèces, la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an et la portion à court terme des actifs et passifs destinés à la vente.

LA DETTE NETTE⁹ EST DESCENDUE LÉGÈREMENT EN DESSOUS DE SON NIVEAU DU DÉBUT DE L'EXERCICE. La cause principale en est l'augmentation nette de 11,1 millions \$ de la trésorerie ce trimestre, avant produits et remboursement de la dette à long terme. La diminution de la dette n'a pas été aussi importante qu'elle aurait pu, à cause du cours élevé du dollar canadien face aux devises étrangères dans lesquelles est libellée une partie de notre dette.

ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE

<i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2006	Neuf mois terminés le 31 décembre 2006
Dettes nettes, en début de période	199,7 \$	190,2 \$
- effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau sous « Mouvements de trésorerie »)	(28,3)	(11,1)
+ effet des variations de change sur la dette à long terme	16,3	8,6
- diminution de la dette nette sur la période	(12,0)	(2,5)
Dettes nettes en fin de période	187,7 \$	187,7 \$

8 | ACQUISITION ET COENTREPRISE

KESEM International Pty Ltd.

Le 22 décembre 2006, nous avons acquis toutes les actions émises et en circulation de KESEM International Pty Ltd (KESEM), société fournissant une gamme de services en conception, analyse et expérimentation aux marchés de la défense et de la sécurité intérieure. Non compris les frais qui sont de 0,3 million \$, la contrepartie totale à verser pour cette acquisition se monte à 5,0 millions de dollars australiens (4,6 millions \$CA), qui seront payables en espèces en quatre versements de :

- 3,5 millions de dollars australiens (3,1 millions \$CA) à la signature de la vente;
- 0,5 million de dollars australiens (0,5 million \$CA) au quatrième trimestre de l'exercice 2007 (90 jours au plus tard après la date de conclusion de l'opération);
- 0,5 million de dollars australiens (0,5 million \$CA) au quatrième trimestre de l'exercice 2008;
- 0,5 million de dollars australiens (0,5 million \$CA) au deuxième trimestre de l'exercice 2009.

D'après le contrat d'achat, les parties ont convenu que CAE paye au moment de la signature de vente et avec le premier versement un montant de 1,5 million \$ du prix d'achat, qui sera placée sur un compte en fiducie où elle demeurera jusqu'au versement de la somme correspondante. Les versements, sauf le premier, sont susceptibles de rajustement en fonction de la valeur du fonds de roulement, du niveau des produits d'exploitation qui seront réalisés sur la période se terminant en juin 2007, et en fonction de la valeur des contrats qui seront obtenus sur la période qui se terminera en décembre 2007. Les rajustements éventuels seront pris en compte dans les résultats comme une variation de l'écart d'acquisition.

L'actif net de KESEM, impôts sur le bénéfice non compris, est pris en compte avec ceux du secteur FS/M.

NOTE

⁹ La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que les espèces et quasi-espèces. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme (c'est-à-dire dont l'échéance est à plus d'un an), tranche échéant à moins d'un an comprise, et le montant des espèces et quasi-espèces.

COENTREPRISE EMIRATES-CAE FLIGHT TRAINING CENTER (ECFT)

Le 4 octobre 2006, Emirates Airline et nous, avons décidé de consolider notre partenariat en le transformant en une coentreprise à 50/50. Les deux parties ont convenu de faire apport à la coentreprise ECFT des actifs de formation aéronautique actuellement à Dubaï, de participer à parts égales aux bénéfices, aux pertes et aux dividendes, et d'assurer sur un pied d'égalité la gestion des activités d'exploitation, de financement et d'investissement. Cette coentreprise dispensera aux pilotes et techniciens de maintenance des compagnies aériennes et de l'aviation d'affaires la formation sur certains types d'avions définis, ainsi que des services pour la maintenance des dispositifs de simulation.

9 | CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

Ce trimestre, la Société a adopté l'abrégi CPN-162, *Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition*. Ce changement est requis pour les sociétés présentant leur information financière selon les Principes comptables généralement reconnus (PCGR) canadiens pour leurs états financiers intermédiaires se terminant le ou après le 31 décembre 2006. Cet abrégé stipule que la charge de rémunération à base d'actions d'un salarié ayant le droit de prendre sa retraite au cours du délai d'acquisition des droits doit être constatée sur la période allant de la date d'attribution jusqu'à la date où le salarié a le droit de prendre sa retraite. Il stipule en outre que, si le salarié a le droit de prendre sa retraite à la date d'attribution, la charge de rémunération associée à une telle attribution doit être constatée à cette date. Le traitement comptable préconisé devrait être appliqué rétroactivement avec retraitements des chiffres des périodes antérieures.

L'adoption du CPN-162 s'est traduite, dans les présents états financiers intermédiaires, par une augmentation de 0,2 million \$ du surplus d'apport au 1^{er} avril 2005 et par une diminution de 0,2 million \$ du surplus d'apport au 1^{er} avril 2006. Elle se traduit également par une charge cumulée de 1,6 million \$ au titre des bénéfices non répartis en date du 1^{er} avril 2005, et de 2,9 millions \$ en date du 1^{er} avril 2006. Elle a entraîné en outre une augmentation de la charge de rémunération à base d'actions de 0,1 million \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2006 (0,4 million \$ pour le même trimestre de 2005) et qui se monte à 0,5 million \$ pour la période des neuf mois terminée le 31 décembre 2006 (1,8 million \$ pour la même période de 2005).

L'adoption de cet abrégé n'a eu aucune répercussion sur le bénéfice de base et sur le bénéfice dilué du trimestre et de la période des neuf mois qui se sont terminés le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2005.

10 | SYSTÈMES, PROCÉDURES ET CONTRÔLES

Notre restructuration s'accompagne de la mise en place d'un système de gestion intégrée (ERP) qui améliorera la transparence, la reddition de comptes et la circulation de l'information. Le projet se déroule en trois grandes phases, et la mise en œuvre du système au niveau mondial se fera au cours des trois à cinq prochaines années.

La première phase, celle de la mise en œuvre du système ERP dans la plupart des sites de FS/C, s'est achevée le 21 août 2006.

Nous élaborons actuellement le plan détaillé du déroulement de la deuxième phase à la lumière des enseignements tirés de la phase I.

BILANS CONSOLIDÉS

(Chiffres non vérifiés)

(montants en millions de dollars canadiens)

	Au 31 décembre 2006	Au 31 mars 2006
		(Chiffres retraités) (note 1)
Actif		
<i>Actif à court terme</i>		
Espèces et quasi-espèces	112,9 \$	81,1 \$
Comptes débiteurs	328,7	260,3
Stocks	85,1	93,2
Charges payées d'avance	25,2	25,2
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	68,4	75,7
Actif d'impôts futurs	5,9	5,7
	626,2	541,2
Immobilisations corporelles, montant net	980,8	839,3
Impôts sur les bénéfices futurs	61,4	78,2
Actifs incorporels	26,5	23,3
Écart d'acquisition	97,6	92,0
Autres actifs	125,0	136,2
Actifs à long terme destinés à la vente (note 4)	2,0	5,9
	1 919,5 \$	1 716,1 \$
Passif et capitaux propres		
<i>Passif à court terme</i>		
Comptes créditeurs et charges à payer	386,0 \$	373,7 \$
Acomptes sur contrats	173,0	146,4
Partie à court terme de la dette à long terme	38,6	10,4
Impôts sur les bénéfices futurs	16,4	14,5
	614,0	545,0
Dette à long terme	262,0	260,9
Gains reportés et autres passifs à long terme	230,5	211,2
Impôts sur les bénéfices futurs	20,1	26,8
	1 126,6	1 043,9
Capitaux propres		
Capital-actions (note 6)	395,0	389,0
Surplus d'apport	5,5	5,6
Bénéfices non répartis	478,4	392,8
Écarts de conversion cumulés	(86,0)	(115,2)
	792,9	672,2
	1 919,5 \$	1 716,1 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2006	2005	2006	2005
		(Chiffres retraités) (note 1)	(Chiffres retraités) (note 1)	(Chiffres retraités) (note 1)
Produits	331,2 \$	276,6 \$	913,4 \$	822,9 \$
Bénéfice avant intérêts et impôts (note 11)	44,2 \$	32,3 \$	136,1 \$	94,9 \$
Intérêts débiteurs, montant net (note 5)	2,9	6,1	7,1	15,3
Bénéfice avant impôts	41,3 \$	26,2 \$	129,0 \$	79,6 \$
Charge fiscale	11,6	8,9	35,0	24,6
Bénéfice tiré des activités poursuivies	29,7 \$	17,3 \$	94,0 \$	55,0 \$
Résultat des activités abandonnées (note 4)	–	0,1	(0,9)	(0,6)
Bénéfice net	29,7 \$	17,4 \$	93,1 \$	54,4 \$
Bénéfice de base et dilué par action des activités poursuivies	0,12 \$	0,07 \$	0,37 \$	0,22 \$
Bénéfice de base et dilué par action	0,12 \$	0,07 \$	0,37 \$	0,22 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	251,2	250,2	251,0	249,6

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(Chiffres retraités – note 1)</i> <i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2006	2005	2006	2005
Bénéfices non répartis au début de la période, déjà établi	454,3 \$	373,7 \$	395,7 \$	340,8 \$
Ajustement pour changement de méthode comptable (note 1)	(3,1)	(2,5)	(2,9)	(1,6)
Bénéfices non répartis au début de la période	451,2 \$	371,2 \$	392,8 \$	339,2 \$
Bénéfice net	29,7	17,4	93,1	54,4
Dividendes	(2,5)	(2,5)	(7,5)	(7,5)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	478,4 \$	386,1 \$	478,4 \$	386,1 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(Chiffres non vérifiés) (montants en millions de dollars canadiens)	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2006	2005 (Chiffres retraités) (note 1)	2006 (Chiffres retraités) (note 1)	2005 (Chiffres retraités) (note 1)
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	29,7 \$	17,4 \$	93,1 \$	54,4 \$
Résultat des activités abandonnées (note 4)	–	(0,1)	0,9	0,6
Bénéfice des activités poursuivies	29,7	17,3	94,0	55,0
Ajustements pour rapprocher le bénéfice et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :				
Amortissement	14,3	13,8	40,4	39,8
Amortissement des frais de financement reportés	0,2	0,2	0,6	1,9
Amortissement des actifs incorporels et autres	3,4	4,4	10,6	15,2
Impôts sur les bénéfices futurs	(1,2)	2,8	11,4	(2,4)
Crédits d'impôts à l'investissement	9,6	(3,0)	5,5	(5,7)
Rémunérations à base d'actions	5,6	2,5	12,1	7,8
Autres	(1,8)	(3,1)	3,9	(0,3)
Augmentation du fonds de roulement hors trésorerie (note 9)	18,9	55,9	(24,2)	55,1
Liquidités nettes liées aux activités d'exploitation poursuivies	78,7	90,8	154,3	166,4
Liquidités nettes liées aux activités d'exploitation abandonnées	–	–	–	2,1
Liquidités nettes liées aux activités d'exploitation	78,7	90,8	154,3	168,5
Activités d'investissement				
Acquisition d'entreprises (déduction faite des espèces et des quasi-espèces acquises) (note 2, 9)	(4,9)	–	(4,9)	2,6
Produit de la session des activités abandonnées (note 9)	–	–	(6,6)	(4,9)
Dépenses en immobilisations	(42,7)	(45,6)	(124,3)	(87,8)
Frais de développement reportés	(0,1)	(0,4)	(0,3)	(0,4)
Frais de démarrage reportés	(2,6)	(0,1)	(2,7)	(0,4)
Autres	(3,8)	(5,1)	(4,6)	(17,2)
Liquidités nettes liées aux activités d'investissement poursuivies	(54,1)	(51,2)	(143,4)	(108,1)
Liquidités nettes liées aux activités d'investissement abandonnées	–	–	–	(2,3)
Liquidités nettes liées aux activités d'investissement	(54,1)	(51,2)	(143,4)	(110,4)
Activités de financement				
Emprunt net au titre des facilités de crédit non garanties renouvelables	(30,0)	(13,6)	–	(9,7)
Produit tiré de la dette à long terme	18,0	4,6	42,5	25,8
Remboursement de la dette à long terme	(14,2)	(33,2)	(21,8)	(61,9)
Dividendes payés	(2,4)	(2,4)	(7,3)	(7,2)
Émissions d'actions ordinaires	0,9	1,2	3,6	6,2
Autres	(1,6)	2,8	(1,0)	1,8
Liquidités nettes liées aux activités de financement poursuivies	(29,3)	(40,6)	16,0	(45,0)
Liquidités nettes liées aux activités de financement abandonnées	–	–	–	1,2
Liquidités nettes liées aux activités de financement	(29,3)	(40,6)	16,0	(43,8)
Incidence des fluctuations de taux de change sur les espèces et quasi-espèces	6,8	(2,1)	4,9	(9,1)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	2,1	(3,1)	31,8	5,2
Espèces et quasi-espèces au début de la période	110,8	69,8	81,1	61,5
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	112,9 \$	66,7 \$	112,9 \$	66,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (NON VÉRIFIÉS)

NOTE 1 | NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

NATURE DES ACTIVITÉS

CAE inc. (la Société) conçoit et fabrique de l'équipement de simulation, fournit des services connexes et met au point des solutions de formation intégrées à l'aviation militaire, à l'aviation commerciale, aux exploitants d'avions d'affaires et aux aviateurs. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote en formation soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ses simulateurs. CAE exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en quatre secteurs :

- (i) Produits de simulation – Civil : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs d'entraînement et des systèmes visuels pour le secteur aéronautique civil;
- (ii) Produits de simulation – Militaire : conçoit, réalise et fournit des moyens de formation militaires avancés pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- (iii) Formation et services associés – Civil : fournit des services de formation et des services apparentés pour l'aviation commerciale et d'affaires;
- (iv) Formation et services associés – Militaire : fournit aux forces armées des solutions clés en main pour la formation et le service opérationnel, ainsi que des services de soutien et de prolongation de vie des matériels, des services de maintenance et des solutions de modélisation et de simulation.

PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS ET PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les présents états financiers intermédiaires consolidés ont été dressés, à tous égards importants, conformément aux Principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada tels qu'ils sont établis par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA).

Ces états financiers consolidés ont été dressés conformément aux conventions comptables applicables aux états financiers intermédiaires et, sauf mention, selon les mêmes principes que les états financiers consolidés annuels produits par CAE pour son exercice clos le 31 mars 2006. Ces états financiers intermédiaires ne donnent cependant pas toutes les informations que doivent fournir les états financiers annuels. Une description détaillée des conventions comptables utilisées par CAE figure dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, que l'on peut consulter sur le Web à l'adresse www.sedar.com, sur le site www.sec.gov, et sur le site de la Société, www.cae.com. La direction de CAE (la Direction) estime que les renseignements fournis dans le présent rapport sont suffisants et mettent bien en évidence tous les changements importants intervenus au cours du trimestre. Pour autant, ces états financiers intermédiaires consolidés sont à lire à la lumière des états financiers consolidés fournis dans le plus récent rapport annuel.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens dans les présents états financiers.

NOTE 1 | NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

CARACTÈRE SAISONNIER ET CYCLIQUE DES ACTIVITÉS

Les secteurs d'activité de CAE subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique, et/ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend ses matériels directement aux compagnies aériennes : automatiquement, les phases d'expansion et de repli que connaît cycliquement le secteur de l'aviation commerciale se répercutent sur son activité. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil subissent le caractère saisonnier de l'industrie : en périodes de forte activité du transport aérien (vacances, etc.), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des formations. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Depuis toujours, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes du secteur Produits de simulation – Militaire, dont les clients sont des organismes gouvernementaux, n'ont jamais réellement connu de variations cycliques ou saisonnières. Pour ce qui est des prises de commandes du secteur Formation et services associés – Militaire, elles sont habituellement plus élevées au second semestre de l'exercice, car c'est le moment où la plupart des contrats sont renouvelés.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers, conformément aux PCGR, exige que la Direction fasse des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan, ainsi que sur les produits et les charges pour la période concernée. La Direction revoit régulièrement ses estimations, particulièrement celles qui se rapportent à la comptabilisation des contrats à long terme, aux durées de vie utile, aux avantages sociaux futurs, aux impôts sur les bénéfiques, aux dépréciations d'actifs à long terme et d'écart d'acquisition, d'après la connaissance qu'elle a des événements actuels et des mesures que la Société est susceptible de prendre dans l'avenir. Les résultats réels peuvent différer des estimations, et des changements importants dans celles-ci ou dans les hypothèses peuvent entraîner une baisse de valeur de certains actifs.

BASE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de CAE inc. et de toutes les filiales dont elle détient la participation majoritaire, ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont elle est le principal bénéficiaire. Ils comprennent également la quote-part revenant à CAE de l'actif, du passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles elle a une participation. Tous les comptes et opérations intersociétés importants ont été éliminés. Les participations sur lesquelles CAE exerce une influence notable sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les placements de portefeuille sont comptabilisés à la valeur d'acquisition.

CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

Abrégé du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN)-162 : Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition

Ce trimestre, la Société a adopté l'abrégé CPN-162, *Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition*. Cet abrégé stipule que la charge de rémunération à base d'actions d'un salarié ayant le droit de prendre sa retraite au cours du délai d'acquisition des droits doit être constatée sur la période allant de la date d'attribution jusqu'à la date où le salarié a le droit de prendre sa retraite. Il stipule en outre que, si le salarié a le droit de prendre sa retraite à la date d'attribution, la charge de

NOTE 1 | NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

rémunération associée à une telle attribution doit être constatée à cette date. Le traitement comptable préconisé devrait être appliqué rétroactivement avec retraitement des chiffres des périodes antérieures.

L'adoption du CPN-162 s'est traduite, dans les présents états financiers intermédiaires, par une augmentation de 0,2 million \$ du surplus d'apport au 1^{er} avril 2005 et par une diminution de 0,2 million \$ du surplus d'apport au 1^{er} avril 2006. Elle se traduit également par une charge cumulée de 1,6 million \$ au titre des bénéficiaires non répartis en date du 1^{er} avril 2005, et de 2,9 millions \$ en date du 1^{er} avril 2006. Elle a entraîné en outre une augmentation de la charge de rémunération à base d'actions qui est de 0,1 million \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2006 (0,4 million \$ pour le même trimestre de 2005) et qui se monte à 0,5 million \$ pour la période des neuf mois terminée le 31 décembre 2006 (1,8 million \$ pour la même période de 2005).

L'adoption de cet abrégé n'a eu aucune répercussion sur le bénéfice de base et sur le bénéfice dilué du trimestre et de la période des neuf mois qui se sont terminés le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2005.

NOTE 2 | ACQUISITIONS D'ENTREPRISE

KESEM INTERNATIONAL PTY LTD

Le 22 décembre 2006, la Société a acquis toutes les actions émises et en circulation de KESEM International Pty Ltd (KESEM), société fournissant une gamme de services en conception, analyse et expérimentation aux marchés de la défense et de la sécurité intérieure. Non compris les frais d'acquisition qui sont de 0,3 million \$, la contrepartie totale à verser pour cette acquisition se monte à 5,0 millions de dollars australiens (4,6 millions \$CA), qui seront payables en espèces en quatre versements de :

- (i) 3,5 millions de dollars australiens (3,1 millions \$CA) à la signature de la vente;
- (ii) 0,5 million de dollars australiens (0,5 million \$CA) au quatrième trimestre de l'exercice 2007 (90 jours au plus tard après la date de conclusion de l'opération);
- (iii) 0,5 million de dollars australiens (0,5 million \$CA) au quatrième trimestre de l'exercice 2008;
- (iv) 0,5 million dollars australiens (0,5 million \$CA) au deuxième trimestre de l'exercice 2009.

D'après le contrat d'achat, les parties ont convenu que CAE paye au moment de la signature de la vente et avec le premier versement de 1,5 million \$ du prix d'achat, qui sera placée sur un compte en fiducie où elle demeurera jusqu'au versement de la somme correspondante. Les versements, sauf le premier, sont susceptibles de rajustement en fonction de la valeur du fonds de roulement, du niveau des produits d'exploitation qui seront réalisés sur la période se terminant en juin 2007, et en fonction de la valeur des contrats qui seront obtenus sur la période qui se terminera en décembre 2007. Les rajustements éventuels seront pris en compte dans les résultats comme une variation de l'écart d'acquisition.

La juste valeur préliminaire des actifs nets acquis se ventile ainsi :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2006
Actif à court terme	0,8 \$
Passif à court terme	(0,5)
Actifs Incorporels	
Appellations commerciales	0,1
Technologie	0,1
Relations avec la clientèle	0,5
Écart d'acquisition	4,1
Impôts sur les bénéfices futurs	(0,2)
Juste valeur des actifs nets acquis et contrepartie totale en espèces	4,9 \$

NOTE 2 | ACQUISITIONS D'ENTREPRISE (SUITE)

Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats d'exploitation de la société acquise ont été pris en compte à partir de la date d'acquisition.

La répartition du prix d'achat repose sur le calcul estimatif que la Direction a pu faire de la juste valeur de l'actif et du passif de KESEM à partir de différentes estimations et de renseignements recueillis sur plusieurs mois. Cette répartition du prix d'achat est préliminaire. La répartition définitive doit être établie prochainement.

L'actif net de KESEM, hors impôts sur les bénéfices, est pris en compte dans celui du secteur Formation et services associés – Militaire.

NOTE 3 | INVESTISSEMENTS DANS DES COENTREPRISES

Le bilan consolidé de la Société en date du 31 décembre 2006 et ses états consolidés des bénéfices et des flux de trésorerie pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 décembre 2006 prenaient en compte, sur la base d'une consolidation proportionnelle, l'incidence de ses participations à hauteur de 49 % dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited, de 50 % dans Helicopter Training Media International GmbH, de 25 % dans Helicopter Flight Training Services GmbH et, depuis le 4 octobre 2006, de 50 % dans Emirates-CAE Flight Training Center.

La Société discute actuellement, avec son coactionnaire dans Emirates-CAE Flight Training Center, des ajustements à apporter aux clauses du contrat de coentreprise qui concernent le fonds de roulement. Il est possible que ces ajustements aient une incidence sur l'actif et le passif des coentreprises dans les bilans consolidés de la Société.

Le bilan consolidé de la Société en date du 31 mars 2006 et ses états consolidés des bénéfices et des flux de trésorerie pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 décembre 2005 prenaient en compte, sur la base d'une consolidation proportionnelle, de l'incidence de ses participations à hauteur de 49 % dans Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited, de 50 % dans Helicopter Training Media International GmbH, et de 25 % dans Helicopter Flight Training Services GmbH.

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en conception, réalisation et fourniture de produits très élaborés pour la formation sur hélicoptères militaires, les autres coentreprises fournissent des services de formation et des services associés à l'aviation civile aussi bien que militaire.

L'incidence des coentreprises sur les états financiers consolidés est la suivante :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i>	Au 31 décembre	Au 31 mars
<i>(en millions)</i>	2006	2006
Actif		
Actif à court terme	24,9 \$	22,0 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs à long termes	156,7	42,7
Passif		
Passif à court terme	19,0 \$	10,9 \$
Dette à long terme (y compris la tranche à moins d'un an)	54,6	26,2

NOTE 3 | INVESTISSEMENTS DANS DES COENTREPRISES (SUITE)

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 décembre		31 décembre	
	2006	2005	2006	2005
Résultats				
Produits	13,5 \$	5,4 \$	47,4 \$	33,0 \$
Bénéfice net	1,3	1,2	5,2	3,0
Résultat d'exploitation sectoriel :				
Produits de simulation – Militaire	0,3	(0,2)	1,5	(0,2)
Formation et services associés – Civil	1,8	1,3	4,8	3,7
Formation et services associés – Militaire	(0,1)	0,1	(0,1)	(0,3)

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions de dollars)</i>	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 décembre		31 décembre	
	2006	2005	2006	2005
Liquidités nettes liées aux :				
Activités d'exploitation	10,1 \$	8,4 \$	10,2 \$	10,2 \$
Activités d'investissement	(6,7)	(12,2)	(35,0)	(27,4)
Activités de financement	7,3	0,5	24,5	20,7

NOTE 4 | ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE

TECHNOLOGIES DE NETTOYAGE

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2007, CAE a encaissé 9,3 millions \$ représentant le paiement intégral anticipé des effets à long terme subordonnés garantis qui étaient jusque-là comptabilisés sous « autres actifs ». D'une valeur comptable de 7,9 millions \$, ces effets à recevoir faisaient partie du paiement des entreprises Ultrasonics et Ransohoff, que CAE a vendues en 2002. Cet encaissement a donné lieu à la comptabilisation au second trimestre de 1,4 million \$ d'intérêts créditeurs, du fait de la réalisation des escomptes sur les effets à recevoir. De plus, les parties se sont entendues sur les ajustements aux provisions pour fonds de roulement, qui ont donné lieu à la perception et à la comptabilisation par CAE d'un montant complémentaire d'environ 0,1 million \$ (après 0,1 million \$ d'économie d'impôts).

Au troisième trimestre de l'exercice 2006, CAE et Cold Jet Inc. ont signé un accord arrêtant le montant du paiement complémentaire à 0,3 million \$ (après 0,1 million \$ de charge fiscale) et dégageant CAE de ses dernières obligations envers Cold Jet Inc. dans la vente d'Alpheus Inc., le dernier élément de son secteur des Technologies de nettoyage.

SYSTÈMES FORESTIERS

Le 2 mai 2003, CAE a mené à terme la vente d'une des activités de son secteur des Systèmes forestiers à Carmanah Design and Manufacturing. Il lui restait à percevoir une contrepartie supplémentaire dont le montant dépendrait des résultats de l'exploitation de l'activité vendue. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, un règlement est intervenu et CAE a perçu un montant de 0,2 million \$ (après 0,1 million \$ de charge fiscale).

Le 16 août 2002, CAE a vendu la quasi-totalité de l'actif de la division Matériel pour scieries de son secteur Systèmes forestiers. La vente prévoyait la perception par CAE d'une contrepartie supplémentaire payable en espèces, qui dépendait des résultats d'exploitation que l'activité cédée obtiendrait sur une période de trois ans allant jusqu'en août 2005. En novembre 2005, CAE a reçu une notification des acheteurs disant que le résultat fixé comme niveau à partir duquel serait déclenché le paiement n'avait pas encore été atteint. CAE a alors examiné les comptes des acheteurs et a entamé une poursuite en recouvrement du montant qu'elle

NOTE 4 | ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE (SUITE)

estime lui être dû. En date du 31 décembre 2005, CAE avait engagé des frais de 0,2 million \$ (nets d'une économie d'impôts de 0,1 million \$) dans l'évaluation de ce litige et sa procédure de règlement. Ce litige fait présentement l'objet d'un arbitrage qui en est pour le moment au stade de la divulgation de la preuve.

CONTRÔLES NAVALS

Le 3 février 2005, CAE a conclu avec L-3 Communications Corporation (L-3) la vente des principaux éléments de cette activité pour la somme de 238,6 millions \$ payables en espèces. Le prix de la vente demeurerait toutefois assujéti à l'acceptation par L-3 de la valeur nette du fonds de roulement du secteur Contrôles navals. Les discussions à ce propos ont abouti à un accord au cours du second trimestre de l'exercice 2007 et L-3 a été payé pour la différence sur la valeur nette reconnue du fonds de roulement. De plus, CAE a reçu de cet acheteur notification d'une réclamation d'indemnités prévues dans le contrat de vente et d'achat (CVA). Le motif invoqué est que CAE serait en situation de défaut vis-à-vis de certaines promesses et garanties fournies dans le CVA. Il est impossible pour le moment de dire quelle sera l'issue de ces questions et encore moins de savoir à combien pourraient éventuellement se monter les dédommagements à verser. CAE compte mettre en oeuvre tous les moyens à sa disposition pour se défendre. Le CVA fixe à 25 millions \$US le maximum qui puisse être réclamé pour tous motifs confondus.

ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE

Au deuxième trimestre de l'exercice 2007, CAE a vendu une partie des biens fonciers et immobiliers qui étaient classés dans les actifs destinés à la vente, pour une somme de 3,6 millions \$. Cette vente s'est traduite dans les comptes par une perte de 0,2 million \$ (après 0,1 million \$ d'économie d'impôts).

Au 31 décembre 2006, l'élément d'actif à long terme destiné à la vente consiste en un immeuble lié au secteur Formation et services associés – Civil d'une valeur de 2,0 millions \$ (valeur au 31 mars 2006, terrain et immeuble : 5,9 millions \$).

Le tableau qui suit résume les renseignements financiers sur les activités abandonnées :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	2006	31 décembre 2005	2006	31 décembre 2005
Perte nette des Contrôles navals après économie d'impôts nulle pour le trimestre et de 0,2 \$ pour les neuf mois (en 2005 : néant)	- \$	- \$	(1,0)\$	(0,7)\$
Bénéfice net des Technologies de nettoyage et autres activités abandonnées après charge (économie) d'impôts nulle pour le trimestre et de (0,1 \$) pour les neuf mois (en 2005 : 0,1 \$ pour le trimestre et 0,1 \$ pour les neuf mois)	-	0,3	0,1	0,3
Bénéfice net des Systèmes forestiers après charge (économie) fiscale nulle pour le trimestre et de 0,1 \$ pour les neuf mois (en 2005 : (0,1 \$) pour le trimestre et (0,1 \$) pour les neuf mois)	-	(0,2)	0,2	(0,2)
Perte nette des actifs à long terme destinés à la vente après économie d'impôts nulle pour le trimestre et de 0,1 \$ pour les neuf mois (en 2005 : néant)	-	-	(0,2)	-
Bénéfice (perte) net(te) des activités abandonnées	- \$	0,1 \$	(0,9)\$	(0,6)\$

NOTE 5 | INTÉRÊTS DÉBITEURS, MONTANT NET

Les intérêts débiteurs (créditeurs) s'établissent comme suit :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2006	2005	2006	2005
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	4,7 \$	7,6 \$	13,1 \$	17,9 \$
Amortissement des frais de financement reportés et autres	0,6	0,5	1,7	3,3
Intérêts capitalisés	(1,1)	(0,8)	(3,3)	(2,6)
Intérêts sur la dette à long terme	4,2 \$	7,3 \$	11,5 \$	18,6 \$
Intérêts créditeurs	(0,9)\$	(1,4)\$	(4,0)\$	(3,1)\$
Autres intérêts débiteurs (créditeurs), montant net	(0,4)	0,2	(0,4)	(0,2)
Autres intérêts créditeurs, montant net	(1,3)\$	(1,2)\$	(4,4)\$	(3,3)\$
Intérêts débiteurs, montant net	2,9 \$	6,1 \$	7,1 \$	15,3 \$

Les intérêts créditeurs comprennent les intérêts perçus provenant de la réalisation d'escomptes sur les effets à recevoir à long terme, dont le remboursement intégral a été encaissé au deuxième trimestre de l'exercice 2007, et du fait des avances de fonds consenties à CVS Leasing Ltd. (CVS). CVS est une société qui détient des simulateurs et autres équipements qui servent à la formation des pilotes des Forces armées britanniques au centre de formation CAE de la base aérienne de Benson, en Angleterre. CAE détient une participation minoritaire de 14 % dans CVS.

NOTE 6 | CAPITAL-ACTIONS

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions, sauf le nombre d'actions)</i>	Neuf mois terminés le 31 décembre 2006		Douze mois terminés le 31 mars 2006	
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Nombre d'actions	Valeur attribuée
Solde au début de la période	250 702 430	389,0 \$	248 070 329	373,8 \$
Émissions d'actions (a)	–	–	1 091 564	6,9
Options sur actions exercées	624 270	3,6	1 497 540	8,0
Transfert du surplus d'apport sur exercice d'options	–	2,2	–	–
Dividendes en actions	16 310	0,2	42 997	0,3
Solde à la fin de la période	251 343 010	395,0 \$	250 702 430	389,0 \$

(a) Le 20 mai 2005, la Société a émis 1 000 000 d'actions ordinaires, au prix unitaire de 6,13 \$, en vue de l'acquisition de Terrain Experts, Inc.

Le 30 novembre 2005, la Société a émis 91 564 actions ordinaires, au prix unitaire de 8,07 \$, pour couvrir le second paiement du prix d'acquisition, déjà comptabilisé dans la répartition du prix d'achat de Greenley & Associates inc.

NOTE 7 | PARTAGE DE COÛTS AVEC LE GOUVERNEMENT

PROJET PHŒNIX

Au cours de l'exercice 2006, la Société a annoncé la mise en oeuvre du Projet Phœnix, dans le cadre duquel elle prévoit investir 630 millions \$ dans un programme de R-D d'une durée de six ans. Au cours de la même année, le gouvernement du Canada et la Société ont conclu un accord prévoyant un apport public d'une valeur égale à environ 30 % (189 millions \$) de celle du projet de R-D de CAE. Cet apport de la part du gouvernement du Canada réduira d'environ 25 % le montant du crédit d'impôt que CAE encaisserait autrement. Cette entente s'inscrit dans le cadre du Partenariat technologique Canada (PTC), programme d'Industrie Canada destiné à favoriser l'investissement stratégique en R-D, à encourager l'investissement du secteur privé et à accroître les capacités technologiques de l'industrie canadienne. À compter de l'exercice 2012, l'apport du gouvernement du Canada sera remboursable sous forme de redevances, et ce, en fonction des produits consolidés. Le versement des redevances cessera durant l'exercice 2030 ou dès l'instant où elles auront atteint le montant de l'aide financière publique versée.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2007, CAE a signé une entente avec le gouvernement du Québec pour la participation de celui-ci dans le Projet Phœnix. L'appui du gouvernement du Québec prendra la forme d'une contribution remboursable par redevances de 31,5 millions \$ sur une durée de six ans. Investissement Québec gère ce programme. À compter de l'exercice 2012, l'apport du gouvernement du Québec sera remboursable sous forme de redevances, et ce, en fonction des produits consolidés. Le versement des redevances cessera durant l'exercice 2030 ou dès l'instant où elles auront atteint le montant de l'aide financière publique versée. Le montant inscrit au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2007 se rapporte à l'entente conclue avec le gouvernement et correspond aux dépenses engagées à partir de juin 2005.

Le tableau suivant donne la valeur des contributions comptabilisées et des montants non encore perçus pour le projet, dont la mise en oeuvre et la prise en compte ont débuté au troisième trimestre de l'exercice 2006 :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés le 31 décembre 2006	Neuf mois terminés le 31 décembre 2006	Douze mois terminés le 31 mars 2006
Montant à recevoir			
au début de la période	20,0 \$	10,0 \$	– \$
Contributions			
Montant porté aux résultats	14,2	33,9	13,5
Montant porté aux coûts capitalisés	1,5	5,2	3,8
Montants perçus	(19,0)	(32,4)	(7,3)
Montant à recevoir à la fin de la période	16,7 \$	16,7 \$	10,0 \$

Aucun paiement de redevances au titre de ce programme n'a eu lieu au troisième trimestre de l'exercice 2007, et il en a été de même pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2006 (néant pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2005).

PROGRAMMES ANTÉRIEURS

La Société a également conclu avec le gouvernement du Canada des accords visant le partage d'une portion des coûts engagés dans le cadre d'autres programmes de R-D. Cette initiative visait à accroître les capacités technologiques de CAE liées aux systèmes de simulation de vol, en développant des composantes qui réduiront les coûts et le poids des simulateurs de vol, et des technologies qui réduiront le coût de la formation initiale. Les fonds investis dans ces programmes sont remboursables sous forme de redevances jusqu'en mars 2011 et jusqu'en mars 2013, en fonction respectivement des ventes futures de programmes pour la formation civile et pour la formation militaire.

NOTE 7 | PARTAGE DE COÛTS AVEC LE GOUVERNEMENT (SUITE)

Les programmes antérieurs n'ont donné lieu à la comptabilisation d'aucun montant de contribution au troisième trimestre de l'exercice 2007, et il en a été de même pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2006. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2005, un montant global de contribution de 1,9 million \$ a été comptabilisé. Ce montant a été entièrement porté en réduction des charges. Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2005, le total des contributions comptabilisées s'est chiffré à 7,5 millions \$ entièrement portés en réduction des charges.

Sur les 7,5 millions \$ comptabilisés durant l'exercice 2006, 1,2 million \$ était à recevoir au 31 mars 2006.

Au troisième trimestre de l'exercice 2007, les redevances payées pour les programmes antérieurs se sont montées à 2,0 millions \$ (2,2 millions \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2005). Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2006, les redevances payées pour les programmes antérieurs se sont montées à 5,5 millions \$ (5,2 millions \$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2005).

DONNÉES GLOBALES SUR LES PROGRAMMES

Au 31 décembre 2006, la Société a un passif de 19,5 millions \$ (18,9 millions \$ au 31 mars 2006) enregistré au titre des paiements futurs liés à l'ensemble des programmes de R-D.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2006, les dépenses de R-D se sont globalement chiffrées à 24,3 millions \$ (22,1 millions \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2005). De ce montant, 0,1 million \$ se rapportait à des frais de développement donnant droit de report selon les conditions prévues par l'ICCA (0,4 million \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2005). Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2006, les dépenses de R-D se sont globalement montées à 65,1 millions \$ (56,6 millions \$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2005). De ce montant, 0,3 million \$ se rapportait à des frais de développement donnant droit de report selon les conditions prévues par l'ICCA (0,4 million \$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2005).

NOTE 8 | AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût total des prestations versées au titre de régimes enregistrés au cours du trimestre terminé le 31 décembre se composait des éléments suivants :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les 31 décembre		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2006	2005	2006	2005
Coût des services rendus au cours de la période	2,1 \$	1,3 \$	6,2 \$	3,9 \$
Intérêts débiteurs sur les obligations prévues	2,8	2,6	8,4	7,9
Rendement prévu de l'actif des régimes	(2,8)	(2,1)	(8,2)	(6,3)
Amortissement de la perte actuarielle nette	0,6	0,5	1,6	1,5
Amortissement du coût des services passés	0,1	0,1	0,4	0,3
Charge de retraite nette	2,8 \$	2,4 \$	8,4 \$	7,3 \$

NOTE 9 | RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	2006	31 décembre 2005	2006	31 décembre 2005
Liquidités provenant du (affectées au) fonds de roulement hors trésorerie :				
Comptes débiteurs	0,4 \$	8,1 \$	(60,6)\$	(4,7) \$
Stocks	10,5	5,4	13,6	(20,7)
Charges payées d'avance	3,1	8,5	1,1	5,3
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	5,2	6,2	–	(4,0)
Comptes créditeurs et charges à payer	7,7	20,4	6,2	21,8
Acomptes sur contrats	(8,0)	7,3	15,5	57,4
Variations du fonds de roulement hors trésorerie	18,9 \$	55,9 \$	(24,2)\$	55,1 \$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie:				
Intérêts payés	8,4 \$	4,5 \$	14,8 \$	17,7 \$
Impôts sur le bénéfice payés, montant net	(4,4)\$	4,3 \$	2,3 \$	9,5 \$
Information supplémentaire sur l'état des résultats :				
Gain de change	(1,5)\$	(0,2) \$	(3,5)\$	(8,1) \$

ACQUISITION D'ENTREPRISE

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2005, les encaissements nets de 2,6 millions \$ pour acquisition d'entreprises figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie correspondent en totalité à la contrepartie que la Société a versée au premier trimestre de l'exercice 2006 pour l'acquisition de Terrain Experts Inc., déduction faite de la position de trésorerie de cette entreprise à la date de l'acquisition.

PRODUITS DE LA CESSION DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2006, les décaissements nets en rapport avec la cession d'activités abandonnées figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie correspondent aux 10,2 millions \$ que la Société a versés à L-3 pour le rajustement de la valeur du fonds de roulement du secteur Contrôles navals. Ce paiement a été en partie compensé par les 3,6 millions \$ en espèces que CAE a encaissés pour la vente d'une partie des biens fonciers et immobiliers qui étaient classés dans les actifs destinés à la vente.

NOTE 10 | CHARGE DE RESTRUCTURATION

Au cours du quatrième trimestre de 2005, à la suite d'un examen approfondi du rendement actuel et de l'orientation stratégique de ses activités, la Société a annoncé un vaste plan de restructuration en vue d'éliminer les doublages entre les secteurs civils et militaires et d'adopter une structure de coûts plus concurrentielle. Ce plan, qui comportait la suppression d'environ 450 emplois et la fermeture d'établissements redondants, a des répercussions considérables sur les activités de la Société non seulement à Montréal, mais aussi ailleurs dans le monde, notamment dans certains des centres de formation européens et américains. Depuis l'exercice 2005, les dépenses de restructuration comptabilisées en charges dans les résultats de la Société se montent au total à 46,1 millions \$, dont une bonne partie est représentée par les frais de cessation d'emploi et les frais connexes, et dans lequel entrent 2,3 millions \$ de dépenses supplémentaires engagées au troisième trimestre de l'exercice 2007.

NOTE 10 | CHARGE DE RESTRUCTURATION (SUITE)

Le sommaire de la provision est le suivant :

(Chiffres non vérifiés) (en millions)	Frais de cessation d'emploi	Autres frais	Total
Solde de la provision au 31 mars 2006	12,0 \$	0,6 \$	12,6 \$
Frais passés en charges	(0,2)	2,9	2,7
Paiements versés	(6,0)	(3,0)	(9,0)
Écart de change	0,4	–	0,4
Solde de la provision au 31 décembre 2006	6,2 \$	0,5 \$	6,7 \$

NOTE 11 | INFORMATIONS SECTORIELLES

RÉSULTATS PAR SECTEUR

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à allouer aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le bénéfice avant autres revenus (charges) nets, avant intérêts, impôts sur le bénéfice et activités abandonnées (que l'on désigne dans ce qui suit par « résultat d'exploitation sectoriel »). Les secteurs Produits de simulation – Civil et Produits de simulation – Militaire fonctionnent selon un schéma d'organisation intégré selon lequel la majorité des fonctions d'ingénierie, de développement, d'approvisionnement mondial, de gestion des programmes et de fabrication leur sont communes. Les principes comptables selon lesquels est établie l'information par secteur sont les mêmes que ceux d'après lesquels la Société dresse ses états financiers consolidés. Les opérations entre secteurs sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur Produits de simulation – Civil vers le secteur Formation et services associés – Civil. La répartition des éléments d'actifs, passifs et coûts communs (essentiellement des frais généraux) entre les secteurs est faite en proportion de l'utilisation qui revient à chaque secteur lorsqu'on peut la déterminer et la mesurer à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

NOTE 11 | INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

*(Chiffres non vérifiés)**Trois mois terminés les 31 décembre**(en millions)*

	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
		(Chiffres retraités) (note 1)		(Chiffres retraités) (note 1)		(Chiffres retraités) (note 1)
Civil						
Produits externes	92,1 \$	63,0	83,1 \$	78,0	175,2 \$	141,0 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	15,5	10,3	13,5	14,1	29,0	24,4
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	1,5	1,4	10,1	9,9	11,6	11,3
• Actifs incorporels et autres actifs	0,8	0,3	1,7	1,9	2,5	2,2
Dépenses en immobilisations	0,9	2,0	32,5	41,0	33,4	43,0
Militaire						
Produits externes	105,2 \$	82,8	50,8 \$	52,8	156,0 \$	135,6 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	11,2	6,2	6,8	8,4	18,0	14,6
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	1,6	1,5	1,1	1,0	2,7	2,5
• Actifs incorporels et autres actifs	0,3	1,6	0,6	0,6	0,9	2,2
Dépenses en immobilisations	1,5	1,1	7,8	1,5	9,3	2,6
Total						
Produits externes	197,3 \$	145,8	133,9 \$	130,8	331,2 \$	276,6 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	26,7	16,5	20,3	22,5	47,0	39,0
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	3,1	2,9	11,2	10,9	14,3	13,8
• Actifs incorporels et autres actifs	1,1	1,9	2,3	2,5	3,4	4,4
Dépenses en immobilisations	2,4	3,1	40,3	42,5	42,7	45,6

*(Chiffres non vérifiés)**Neuf mois terminés les 31 décembre**(en millions)*

	Produits de simulation		Formation et services associés		Total	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
	(Chiffres retraités) (note 1)	(Chiffres retraités) (note 1)	(Chiffres retraités) (note 1)	(Chiffres retraités) (note 1)	(Chiffres retraités) (note 1)	(Chiffres retraités) (note 1)
Civil						
Produits externes	250,5 \$	179,0	245,2 \$	241,2	495,7 \$	420,2 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	45,1	20,6	43,0	42,2	88,1	62,8
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	4,2	4,1	28,4	27,9	32,6	32,0
• Actifs incorporels et autres actifs	2,3	5,0	4,7	4,7	7,0	9,7
Dépenses en immobilisations	12,6	3,2	80,4	66,2	93,0	69,4
Militaire						
Produits externes	265,3 \$	249,9	152,4 \$	152,8	417,7 \$	402,7 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	29,6	20,2	27,6	15,5	57,2	35,7
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	4,7	4,6	3,1	3,2	7,8	7,8
• Actifs incorporels et autres actifs	1,7	3,3	1,9	2,2	3,6	5,5
Dépenses en immobilisations	3,7	3,0	27,6	15,4	31,3	18,4
Total						
Produits externes	515,8 \$	428,9	397,6 \$	394,0	913,4 \$	822,9 \$
Résultat d'exploitation sectoriel	74,7	40,8	70,6	57,7	145,3	98,5
Amortissement						
• Immobilisations corporelles	8,9	8,7	31,5	31,1	40,4	39,8
• Actifs incorporels et autres actifs	4,0	8,3	6,6	6,9	10,6	15,2
Dépenses en immobilisations	16,3	6,2	108,0	81,6	124,3	87,8

NOTE 11 | INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

BÉNÉFICE CONSOLIDÉ AVANT INTÉRÊTS ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le résultat d'exploitation sectoriel total et le bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices :

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	2006	31 décembre 2005	2006	31 décembre 2005
		(Chiffres retraités) (note 1)	(Chiffres retraités) (note 1)	(Chiffres retraités) (note 1)
Résultat d'exploitation sectoriel total	47,0 \$	39,0 \$	145,3 \$	98,5 \$
(Perte) gain de change sur la réduction de l'investissement dans certaines filiales autonomes (a)	-	(0,7)	-	5,3
Charge de restructuration (note 10)	(2,3)	(2,6)	(2,7)	(5,1)
Autres frais liés au plan de restructuration (b)	(0,5)	(3,4)	(6,5)	(3,8)
Bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices	44,2 \$	32,3 \$	136,1 \$	94,9 \$

(a) Au cours des premier et troisième trimestres de l'exercice 2006, la Société a réduit la capitalisation de certaines de ses filiales autonomes, en conséquence de quoi le montant correspondant de change dans le compte Écarts de conversion cumulés a été passé dans les états consolidés des résultats.

(b) Depuis le début de l'exercice 2006, la Société a également engagé des coûts supplémentaires en rapport avec son plan de restructuration qui, d'après les PCGR, sont inclus dans le bénéfice. Ces coûts ne sont pas compris dans le résultat d'exploitation sectoriel. Il s'agit, pour une bonne part, des frais de réingénierie des processus opérationnels de la Société, dont une partie concerne la mise en œuvre du système ERP (portion capitalisée non comptée). D'autres dépenses ont concerné aussi le réexamen de la stratégie et d'autres coûts associés à la restructuration.

ACTIF UTILISÉ PAR SECTEUR

CAE détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les stocks, les charges payées d'avance, les immobilisations corporelles, l'écart d'acquisition, les actifs incorporels et les autres éléments d'actif, à l'exception des liquidités, des impôts sur le bénéfice, des éléments d'actif destinés à la vente et des éléments d'actif de certaines filiales inactives.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2006	Au 31 mars 2006
Produits de simulation – Civil	190,2 \$	163,5 \$
Produits de simulation – Militaire	237,7	225,2
Formation et services associés – Civil	963,2	833,8
Formation et services associés – Militaire	203,4	166,7
Total de l'actif utilisé	1 594,5 \$	1 389,2 \$
Actifs non inclus dans l'actif utilisé	325,0	326,9
Total de l'actif	1 919,5 \$	1 716,1 \$

NOTE 11 | INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

INFORMATION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

La Société est présente dans 19 pays. Les produits des ventes sont attribués au pays de résidence des clients.

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	2006	31 décembre 2005	2006	31 décembre 2005
Produits tirés de clients externes				
Canada	42,9 \$	15,1 \$	103,0 \$	60,7 \$
États-Unis	100,1	92,6	276,8	291,8
Royaume-Uni	29,5	20,2	72,8	64,2
Allemagne	44,6	42,4	119,4	115,0
Pays-Bas	19,8	26,5	70,7	82,3
Autres pays d'Europe	49,0	13,3	92,9	40,3
Asie et Moyen-Orient	22,7	51,6	116,0	121,2
Autres pays	22,6	14,9	61,8	47,4
	331,2 \$	276,6 \$	913,4 \$	822,9 \$

<i>(Chiffres non vérifiés)</i> <i>(en millions)</i>	Au 31 décembre 2006	Au 31 mars 2006
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition, actifs incorporels		
Canada	140,6 \$	250,6 \$
États-Unis	344,9	300,9
Royaume-Uni	136,7	77,3
Espagne	90,2	84,2
Allemagne	53,4	30,1
Pays-Bas	137,5	113,1
Autres pays d'Europe	63,9	66,2
Asie et Moyen-Orient	115,5	24,3
Autres pays	22,2	7,9
	1 104,9 \$	954,6 \$

